

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 11 Juillet 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°162 ■

CHINE
**La relance
de l'économie
contrariée par
une demande
atone**

P 11

LE CNESE ORGANISE UN SÉMINAIRE SUR LA ZLECAF

Identifier les axes stratégiques pour l'Algérie

L'Algérie entend jouer un rôle essentiel et surtout tirer profit des potentialités de son adhésion à la Zlecaf, qui représente un marché jamais inégalé de 1,3 milliard de personnes. C'est pour mieux juger et jauger nos chances de réussite, que le Cnese (Conseil économique et social et environnemental) organisé hier à Alger, un séminaire dans le cadre de l'engagement n° 24 du Président de la République.

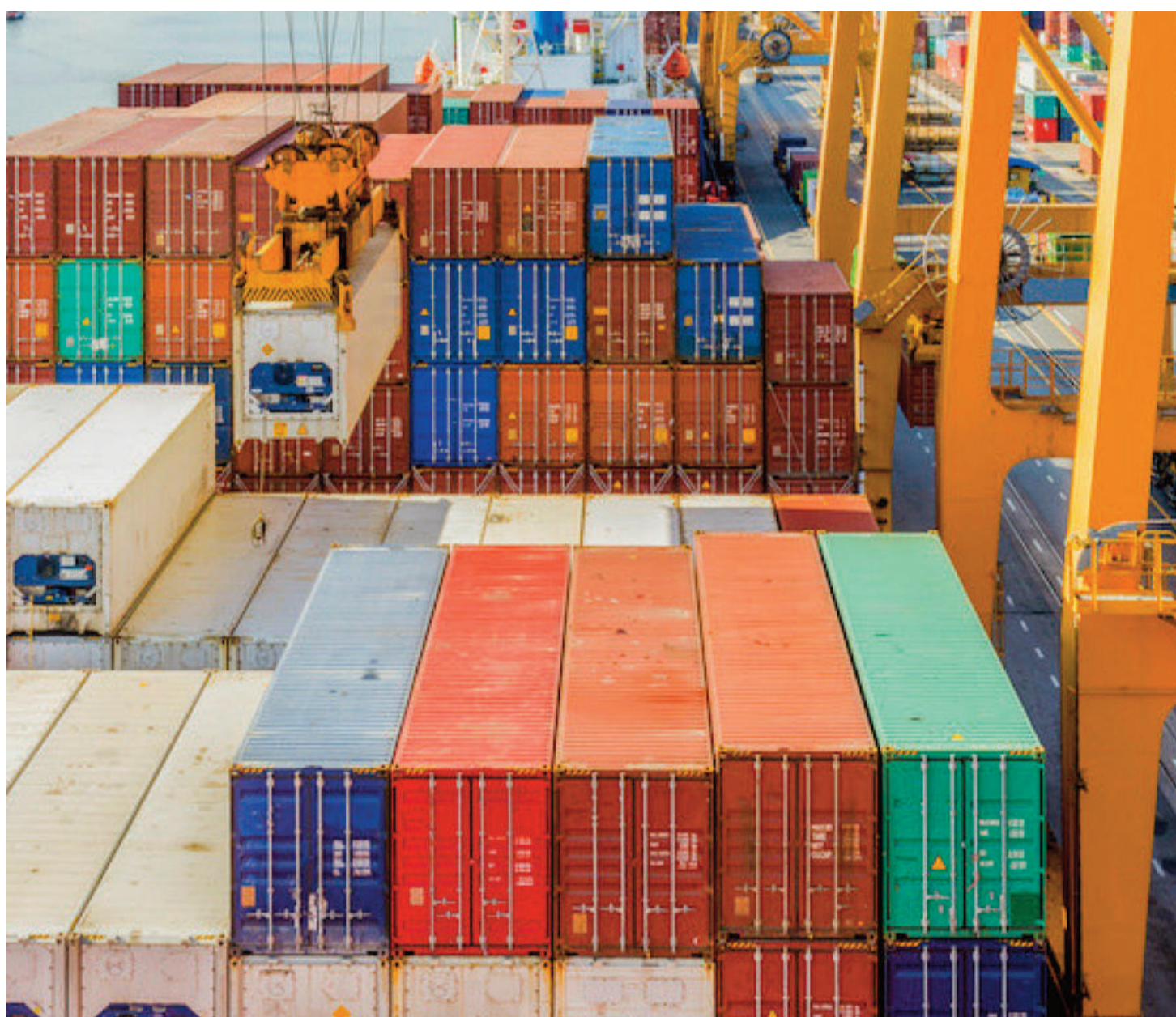
P 3

ALGERIA VENTURE/
ECONOMIE VERTE

Lancement d'un programme d'accélération pour 15 startups

L'accélérateur public des startups Algeria Venture, a lancé dimanche à Alger, un programme d'accélération qui bénéficiera à 15 startups activant dans l'économie verte, et ce, en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT)-Bureau d'Alger.

P 2



EXPORTATIONS DES
HYDROCARBURES

Sonatrach réalise 21 milliards de dollars en cinq mois

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation, entre janvier à fin mai 2023, de 21 milliards de dollars, selon un bilan sur les réalisations du groupe rendu public lundi.

P 5

LES MEMBRES DU CONSEIL
NATIONAL DE LA FISCALITÉ
INSTALLÉS

Renforcer le système fiscal

Les membres du Conseil national de la fiscalité, dont les activités ont été gelées plusieurs années, ont été installés, ce lundi à Alger, a annoncé le ministre des Finances, Laaziz Faïd, précisant que cet organe visait à renforcer le système fiscal et à améliorer la gestion de la fiscalité.

P 4

Géant
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

DOMICILIATION BANCAIRE

"Grandes facilitations" pour les exportateurs

Le Directeur général de la Banque Nationale d'Algérie (BNA), Mohamed Lamine Lebbou, a indiqué que la BNA offrait de "grandes facilitations" pour les exportateurs, notamment en matière de procédures de domiciliation bancaire, relevant que la Banque algéro-sénégalaise était en phase d'"ouverture effective".

M. Lebbou a précisé, dans une déclaration à l'APS, que dans le cadre de la stratégie de la Banque de numérisation des opérations bancaires, "nous avons effectué des opérations relatives aux transaction commerciales internationales, et nous avons offert de grandes facilitations aux exportateurs pour leur permettre de se procurer le document de domiciliation propre à l'opération d'exportation".

La Banque offre également le service "E-Trade" lancé au début de l'année en cours, un service d'information et de notification des opérations de commerce extérieur "Swift" via la plateforme des services bancaires électroniques de la Banque, qui offre le service de crédit documentaire, de remise documentaire, de transfert libre et de garanties internationales.

Le DG a indiqué que les procédures adoptées par la Banque sont à même de "faciliter" les opérations du commerce international pour les opérateurs économiques, notamment "par le biais des correspondants bancaires qui se trouvent dans les quatre coins du monde".

Dans ce cadre, M. Lebbou a fait savoir que les opérations commerciales de la BNA "sont acceptées" auprès de toutes les banques internationales, avec lesquelles elle travaille d'une façon "souple et claire, conformément aux standards internationaux en vigueur".

Le même responsable a insisté sur l'importance d'ouvrir des banques algériennes au Sénégal, en Mauritanie et en France, mettant en avant que la Banque algéro-sénégalaise accréditée en avril dernier, était en phase d'"ouverture effective".

M. Lebbou a estimé que ces procédures permettent aux exportateurs algériens d'avoir des informations sur les marchés internationaux, notamment dans les pays où les banques algériennes sont présentes, mais aussi leur permettre de "faire la promotion de leurs produits rapidement et garantir leurs revenus".

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre des politiques adoptées par les autorités publiques pour hisser la valeur des exportations hors hydrocarbures, dont les recettes sont passés de 1,7 milliards de dollars en 2019 à 7 milliards de dollars en 2022, avec l'objectif d'atteindre 13 milliards de dollars d'ici à la fin de l'année en cours, en consécration des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a décidé depuis son élection à mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures.

Concernant les mesures prises pour la numérisation des opérations d'octroi de crédits, le DG de la BNA a déclaré que la banque disposait d'un service en ligne permettant d'introduire des demandes de crédit, choisir son agence, et prendre rendez-vous avec le Directeur de l'agence ou encore avec les chargés clientèle. M. Lebbou a précisé que cette solution, développée ces derniers mois, permettra un passage à une opération de gestion des crédits "numérisée à 100% dès septembre prochain".

Pour rappel, la BNA a octroyé à sa clientèle près de 13.000 crédits en 2022 d'une valeur avoisinant 1600 mds DA, dédiés majoritairement au financement des projets d'investissement. M. Lebbou a, également, rappelé la mise en ligne de 32 espaces automatiques accessibles 24/24, ainsi que 10 agences de finance islamique, avec l'ouverture prochaine d'autres agences au courant de l'année 2023, dans le but de couvrir la totalité du territoire national, avec plus de 65 guichets de finance islamique.

R.E.

ALGERIA VENTURE/ ECONOMIE VERTE

Lancement d'un programme d'accélération pour 15 startups

L'accélérateur public des startups Algeria Venture, a lancé dimanche à Alger, un programme d'accélération qui bénéficiera à 15 startups activant dans l'économie verte, et ce, en partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT)-Bureau d'Alger.

Par R.E.

La cérémonie de lancement officiel s'est tenue au siège d'Algeria Venture, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, ainsi que de la directrice du bureau de l'OIT dans la région Afrique du Nord, Rania Bikhazi, et du directeur général d'Algeria Venture, Sid Ali Zerrouki.

Ce programme durera huit semaines (juillet-août) et concernera 15 startups représentant 13 wilayas du pays et opérant dans différents secteurs clés de l'économie verte, tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'efficacité énergétique, le recyclage, la gestion des déchets, et d'autres domaines innovants et créateurs d'emplois, selon les données présentées lors de la cérémonie.

Les critères de sélection établis par l'accélérateur dans le choix des startups qui participeront à ce programme sont "l'innovation du service ou du produit, le potentiel de croissance et de scalabilité du projet, son impact environnemental, la traction engagée par le projet, ainsi que le potentiel de

partenariat et de collaboration qu'il peut susciter", a-t-on expliqué.

A l'issue de ce programme qui sera ponctué par des formations spécifiques dispensés par des experts locaux et internationaux, des rencontres avec d'autres entrepreneurs opérant dans l'économie verte, et des événements de réseautage, les participants présenteront leurs projets (pitch) le 15 septembre prochain.

"Ce programme d'accélération des startups opérant dans l'économie verte et du développement durable, permettra à ces entreprises de pénétrer les marchés nationaux et internationaux et d'améliorer leurs compétences dans le domaine de la gestion et de l'entrepreneuriat", a indiqué M. Oualid lors d'un point de presse organisé en marge de la cérémonie de lancement de ce programme.

Ce programme vient dans le cadre "des efforts de l'Algérie visant à atteindre les Objectifs de développement durables (ODD) et de créer une nouvelle catégorie de jeunes entrepreneurs universitaires intéressés par les ODD et l'innovation", a-t-il précisé rappelant que "l'Algérie est numéro 1 en Afrique en terme d'ODD".

De son côté, Mme Bikhazi a déclaré que "l'Algérie est l'un des pays précurseurs dans

le domaine de l'entrepreneuriat vert", saluant au passage "les grands efforts fournis par l'Algérie pour le développement du secteur des PME, notamment les entreprises vertes, et la création d'emplois verts pour les hommes et les femmes".

Elle a fait part des résultats d'un rapport réalisé par l'OIT en 2018 et qui prévoit la création de près de 24 millions d'emplois verts à l'horizon 2030, grâce à la multiplication des entreprises activant les domaines du développement durable dans le monde. Pour sa part, M. Zerrouki a mis l'accent sur le fait que ce programme soit "le premier du genre dédié aux entreprises vertes et opérant dans le développement durable", ce qui permettra, selon lui, de "développer les entreprises dans des secteurs sensibles dans le but de créer de la richesse et de l'emploi et soutenir l'économie nationale".

Parmi les startups qui participent à ce programme figure "IRWISE" spécialisée dans l'irrigation intelligente, "BASSEER" activant dans la détection des feux de forêts et leur surveillance grâce à l'intelligence artificielle et "Gardens of Babylon" opérant dans l'hydroponie (culture de végétaux hors-sol et dans l'eau) et l'aquaponie (culture de poissons et de plantes dans le même environnement).

SALON NATIONAL DE LA PROMOTION IMMOBILIÈRE

17 exposants au rendez-vous

La deuxième édition du salon national de la promotion immobilière s'est ouverte, avant-hier au palais de la culture Mohamed Laïd El-Khalifa de Constantine, avec la participation de 17 exposants représentant des entreprises nationales publiques et privées des secteurs de la promotion immobilière, du bâtiment et des travaux publics.

Initiée par le bureau de Constantine de la Confédération algérienne du patronat (CAP), cette manifestation économique regroupe plusieurs opérateurs et entreprises de réalisation spécialisées dans la promotion immobilière et la

construction dont des promoteurs immobiliers, des producteurs de matériaux de construction et de rond à béton, et des institutions financières et d'assurance. Le salon qui cible les acquéreurs potentiels de logements, de villas et de locaux commerciaux, propose de multiples offres et réductions, et expose des maquettes de projets résidentiels et d'équipements de divertissements, des matériaux et équipements utilisés pour les travaux de réalisation pour assurer la conformité aux normes en vigueur. Cette édition organisée jusqu'au 11 juillet sous l'égide du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et du

wali de Constantine, est placée sous le thème de « la promotion immobilière pour dynamiser le bâtiment et assurer le confort ».

C'est une opportunité pour les promoteurs immobiliers pour promouvoir leurs différents programmes de logement auprès des diverses catégories de clients avec présentation des facilités accordées par les banques présentes, a indiqué le président du bureau de Constantine de la CAP, Mohamed Salmi. Il a également considéré que le salon représente une opportunité de revitaliser l'investissement dans le domaine de la promotion immobilière à travers le pays et ceux désireux d'acquiescer des logements

auront la possibilité de comparer les diverses offres proposées, a encore souligné M. Salmi.

Le promoteur Mohamed Salah Annani qui a présenté durant le salon son programme de 100 logements promotionnels à Constantine, a estimé que le salon permet de faire connaître les méthodes nouvelles de construction et d'exploitation de l'espace. Il a relevé que les promoteurs immobiliers doivent accorder autant d'importance au respect des normes en vigueur dans la réalisation qu'à la promotion de leurs projets et des remises accordées aux clients.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

LE CNESE ORGANISE UN SÉMINAIRE SUR LA ZLECAF

Identifier les axes stratégiques pour l'Algérie

L'Algérie entend jouer un rôle essentiel et surtout tirer profit des potentialités de son adhésion à la Zlecaf, qui représente un marché jamais inégalé de 1,3 milliard de personnes. C'est pour mieux juger et jauger nos chances de réussite, que le Cnese (Conseil économique et social et environnemental) organisé hier à Alger, un séminaire dans le cadre de l'engagement n° 24 du Président de la République qui vise à instaurer une politique commerciale cohérente et maîtrisée d'ouverture à l'économie mondiale, à travers la ZLECAF, tout en évaluant les coûts/avantages et les opportunités/menaces y afférentes

Par Réda Hadi

A l'ouverture de ce séminaire, le président du Cnese a indiqué, que l'intégration régionale en Afrique a connu une progression inégale, principalement au niveau des communautés économiques régionales ou sous-régionales. Pour tous les participants à séminaire, si l'enjeu est de taille, il demeure un challenge que l'Algérie se doit de relever, et ce d'autant plus qu'elle a les moyens et les personnes qualifiées pour. Pour tous, c'est un test décisif de l'engagement de notre pays en faveur de l'intégration économique. Mais pour réussir, ce test, nous devons mobiliser d'importants investissements dans des voies de communication et des réseaux de transports performants ; des investissements capables de créer des débouchés qui favoriseront l'industrialisation de l'Afrique grâce au développement des chaînes de valeur régionales.

Ceci implique par la force des choses la diversification de la structure économique de notre pays et un soutien conséquent des petites et moyennes entreprises dans le cadre d'un processus d'industrialisation qui, au demeurant, reste l'une des conditions sine qua non pour libérer l'imaginaire collectif et promouvoir la culture de la créativité et de l'innovation.

Ces PME africaines, seront encouragées par la ZLECAF dans la mesure où elles pourraient fournir des intrants pour les grandes entreprises industrielles.

Pour le président du Cnese, la ZLECAF constitue un moteur essentiel pour le développement du commerce intra-africain et favori-

sera ainsi une intégration régionale et continentale plus poussée.

Il a rappelé que la ZLECAF, vise à créer un environnement commercial favorable, en favorisant la libre circulation des activités et des investissements, tout en renforçant les infrastructures et les mécanismes facilitant les échanges entre les pays africains.

Dans ce contexte, il a fait savoir que ce séminaire constitue une occasion précieuse de réfléchir aux défis et opportunités que représente cet accord pour notre pays. Et de préciser, que la ratification de la convention relative à l'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF en mai 2021 marque une étape décisive pour notre pays. Cela ouvre de nouvelles opportunités pour notre économie qui favorisera les échanges: intra-africains dans le cadre de la promotion de la coopération Sud-Sud.

L'Accord de la ZLECAF est considéré comme un accord commercial de nouvelle génération, car il va au-delà de la simple réduction des tarifs, douaniers. Il aborde également des aspects tels que la concurrence, e commerce des services, l'investissement, les droits de propriété intellectuelle et le commerce électronique. Cela reflète l'ambition de l'Afrique de créer un environnement commercial moderne et adapté aux réalités économiques actuelles, a-t-il ajouté.

Il a surtout précisé que ce Séminaire revêt une importance capitale, car il s'inscrit dans le cadre de l'engagement n° 24 du Président de la République visant à instaurer une politique commerciale cohérente et maîtrisée d'ouverture sur l'économie mondiale, à travers la ZLECAF.

Dans ce contexte, il a également souligné l'engagement des pouvoirs publics à encourager le secteur

privé dans sa démarche d'innovation et de création d'emplois durables. Des fonds étatiques ont été consacrés aux secteurs stratégiques afin de renforcer la compétitivité des entreprises nationales et de les accompagner dans leur intégration dans l'économie de marché, a-t-il expliqué.

Le présent Séminaire a pour objectif d'identifier les axes stratégiques clés pour l'Algérie dans le contexte de la ZLECAF, a ajouté ce même responsable. « Nous devons évaluer les menaces, les opportunités, les facteurs clés du succès et les avantages comparatifs dont l'Algérie dispose. Il est essentiel de déterminer les actions à entreprendre à court et moyen terme, en tenant compte des forces et des faiblesses de notre économie nationale », a-t-il déclaré.

Dans ce cadre, l'exportation est devenue un impératif pour consolider notre tissu industriel, selon le président du CNESE. La maîtrise des technologies de production constitue un avantage compétitif majeur pour conquérir efficacement le marché africain. Nous devons, donc, mener une réflexion approfondie sur les perspectives socio-économiques de l'Algérie dans le cadre de la mise en œuvre de cet accord, afin de mieux comprendre ses instruments et son impact sur notre commerce extérieur. La Zone de libre-échange continentale africaine s'étendra sur un marché de 1,3 milliard de personnes, et qui devra atteindre 2,5 à 3 milliards en 2050, représentant un Produit Intérieur Brut (PIB) de 2 500 milliards de dollars dans l'ensemble des 55 États membres de l'Union Africaine. Elle sera la plus grande zone de libre-échange du Monde depuis la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Sa mise en place vise l'intensification du commerce intra-africain par la création d'un marché unique pour les marchandises et les services afin d'approfondir l'intégration économique du continent africain, et ce, conformément à la vision panafricaine d'une Afrique intégrée et prospère telle qu'énoncée dans l'Agenda 2063 ».

La ratification de la convention relative à l'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF en mai 2021, aura, assurément, un impact sur le commerce extérieur de l'Algérie et sur les échanges intra-africains dans le cadre de la promotion de la coopération Sud-Sud.

Il est opportun de rappeler que ce séminaire vient conforter les résultats consentis dans les ateliers techniques organisés par le CNESE (du 04 avril au 08 mai 2023) au profit des opérateurs économiques et des organisations patronales et professionnelles, lesquels ont permis de conclure qu'il est nécessaire, voire, outre mesure, de déterminer les axes d'orientations stratégiques à l'horizon 2035 afférents à l'intégration régionale de l'Algérie à la ZLECAF avec un plan d'action à court et moyen terme.

Pour rappel, l'objectif global de ce séminaire est de déterminer les principaux axes stratégiques en cernant les menaces, les opportunités, les facteurs-clés de succès et les avantages comparatifs dont dispose l'Algérie. Les actions à mener à court et moyen terme, compte tenu des faiblesses et des forces du tissu économique national. De ce fait, il est attendu, à l'issue de ce séminaire, un rapport de restitution devant répondre aux objectifs susmentionnés, en apportant des éléments de réponse probants.

ZLECAF

Alléger d'abord les formalités douanières

Un rapport souligne qu'une mise en œuvre « réaliste » de l'accord commercial multilatéral dans les pays africains pourrait en moyenne réduire le temps de passage en douane de 3,7 jours pour les importations et de 1,9 jour pour les exportations. La mise en œuvre des mesures prévues par l'accord sur la facilitation des échanges (AFE), un traité commercial multilatéral visant à lever les obstacles au commerce liés au poids des formalités douanières, peut constituer un puissant complément au programme de réductions tarifaires prévu dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), selon un rapport publié en juin dernier par la par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI).

Intitulé « Reduced time at customs through implementing the Trade Facilitation Agreement (TFA) would be a significant boost to intra-African trade for AfCFTA countries », le rapport rappelle que l'accord sur la facilitation des échanges a été conclu entre les

membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2013. Entré en vigueur en février 2017 suite à sa ratification par les deux tiers des pays membres de l'OMC, cet accord vise à simplifier et à clarifier les procédures internationales d'importation et d'exportation, les formalités douanières et les exigences en matière de transit.

En ratifiant l'AFE, les pays signataires s'engagent à mettre en œuvre une série de mesures dont le but est d'alléger les formalités administratives aux frontières, en vue de réduire le coût des transactions et de stimuler la croissance des échanges commerciaux et le développement économique. L'accord contient notamment des dispositions visant à accélérer le mouvement, la mainlevée et le dédouanement des marchandises, y compris les marchandises en transit. Il prévoit aussi des mesures permettant d'assurer une coopération effective entre les douanes et les autres autorités compétentes sur les questions de facilitation des échanges et de respect des procédures dou-

nières ainsi que des dispositions relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités dans ce domaine.

Prises dans leur ensemble, les réformes ont le potentiel de réduire les coûts des transactions commerciales de 14,3 % en moyenne et d'accroître la valeur du commerce mondial de 1000 milliards de dollars par an, principalement dans les pays en voie de développement, selon l'OMC.

Encore des défis à relever pour le marché unique continental

Les pays développés se sont engagés à appliquer les dispositions de l'AFE dès sa date d'entrée en vigueur. En revanche, les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA), n'appliqueront que les dispositions de fond de l'accord qu'ils auront indiqué être en mesure d'appliquer à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord. Les pays les moins avancés (PMA) ont une année supplémentaire pour le faire.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALGÉRIE-FRANCE

En progression de 24,7% au premier trimestre 2023

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la France ont progressé de 24,7% au premier trimestre 2023, pour s'établir à 2,7 milliards d'euros, selon les données des Douanes françaises, contenues dans la « Lettre économique d'Algérie », une publication bimestrielle du Service économique régional d'Alger, de la direction générale du trésor français. Cette hausse s'explique, détaille-t-on de même source, par l'augmentation des importations françaises de biens algériens (+26 %, à 1,7 milliard d'euros), portées par les importations d'hydrocarbures (+33%, à 1,4 milliard d'euros) composées à 52,7% de gaz naturel (+81,4%; 893 millions d'euros), à 25,9 % de pétrole brut (-15,9%; 439 millions d'euros) et à 14 % de produits provenant du raffinage du pétrole (+25%; 239 millions d'euros).

Elle s'explique aussi par des exportations françaises vers l'Algérie qui connaissent une augmentation de 23 % par rapport au premier trimestre 2022, à 995 millions d'euros. Les produits industriels, représentant le premier poste d'exportation, avec 43 % du total des exportations vers l'Algérie, ont connu une hausse de 37 % par rapport au 1er trimestre 2022.

Les ventes d'équipements mécaniques, deuxième poste d'exportation, ont enregistré une augmentation de 9,7 % pour s'établir à 192 millions d'euros (contre 175 millions d'euros au 1er trimestre 2022). Quant au troisième poste d'exportation, les matériels de transports, il s'établit à 186 millions d'euros au 1er trimestre 2023 (+9,9 % par rapport au 1er trimestre 2022).

« La forte progression des importations françaises depuis l'Algérie par rapport aux exportations françaises, a, mécaniquement, pour conséquence la dégradation du solde commercial français. Ainsi, le déficit commercial se creuse et passe de 556 millions d'euros au premier trimestre 2022, à 718 millions d'euros au premier trimestre 2023, relève-t-on de même source.

Agence

R.E.

CONSUMMATION
DE L'ÉLECTRICITÉNouveau pic
historique de
plus de 17000
mégawatts

La consommation nationale de l'énergie électrique a enregistré, ce dimanche, à 15h10mn, un nouveau pic historique de 17508 mégawatts, a indiqué le porte-parole du groupe Sonelgaz, Khalil Hedna, affirmant que ce pic n'a entraîné aucune perturbation dans la distribution.

Ce nouveau pic s'explique, selon la même source, par les fortes chaleurs enregistrées dans plusieurs régions du pays.

"Malgré cette vague de chaleur exceptionnelle, Sonelgaz n'a enregistré aucune perturbation dans la distribution", et ce grâce aux "investissements réalisés par la société en termes de structures et d'installations énergétiques (production, transport et distribution de l'électricité)", a précisé le porte-parole du Groupe.

Ces investissements "ont prouvé encore une fois leur efficacité", a ajouté la même source, soulignant "le professionnalisme et la compétence de la ressource humaine spécialisée des filiales de Sonelgaz".

M. Hedna a rassuré que l'énergie électrique, produite et distribuée par Sonelgaz, est suffisante pour couvrir tous les besoins nationaux en toutes circonstances, "avec la garantie de la continuité et de la qualité du service".

L'Algérie
rejoint l'Union
internationale
des architectes

L'Algérie, représentée par le Conseil national de l'ordre des architectes (CNOA), a rejoint l'Union internationale des architectes (UIA), lors du 28e Congrès mondial des architectes dont les travaux ont pris fin dimanche à Copenhague (Danemark), a-t-on appris auprès du conseil.

L'adhésion de l'Algérie à l'Union internationale des architectes a été officiellement annoncée, aux côtés de celle des Emirats arabes unis, du Togo et de la principauté d'Andorre, lors du 28e Congrès mondial des architectes, organisé par l'UIA à Copenhague, avec la participation de 112 pays.

Des membres du CNOA ont représenté l'Algérie aux travaux de l'Assemblée générale de l'UIA, en marge desquels ils ont tenu des réunions et des discussions avec les délégations participantes, dont celles de la Tunisie, la Palestine, l'Égypte et l'Arabie saoudite.

Ces rencontres ont permis aux délégations d'échanger sur la profession d'architecte, les modalités de développement de programmes de formation, le partage d'expériences, la création d'emplois et les moyens de promouvoir les relations professionnelles aux niveaux régional et international.

Fondée en 1948, l'UIA est une organisation non gouvernementale internationale œuvrant pour unifier les architectes, contribuer à l'élaboration des politiques publiques en matière de construction et promouvoir l'architecture.

LES MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DE LA FISCALITÉ INSTALLÉS

Renforcer le système fiscal

Les membres du Conseil national de la fiscalité, dont les activités ont été gelées plusieurs années, ont été installés, ce lundi à Alger, a annoncé le ministre des Finances, Laaziz Faïd, précisant que cet organe visait à renforcer le système fiscal et à améliorer la gestion de la fiscalité.

Par Slimane T/Agence

Lors de la cérémonie d'installation, qui s'est déroulée au siège du ministère des Finances, en présence de cadres du secteur, M. Faïd a affirmé que l'installation des 41 membres de cet organe consultatif (représentants des départements ministériels concernés par les finances et la fiscalité, représentants d'associations, unions et organisations professionnelles, représentants d'instances économiques et experts universitaires) intervenait dans le cadre du « programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à doter l'Algérie d'institutions fortes et pérennes qui œuvrent à la construction d'une économie forte et prospère ».

Pour le ministre, la réactivation du Conseil national de la fiscalité, après la suspension de ses activités pendant plusieurs années, se veut « un nouveau jalon qui vient renforcer le processus de réforme et de modernisation de la finance publique et un espace de réflexion et d'échange de vues pour atteindre les objectifs de développement économique et accroître l'efficacité fiscale ». Il a, à ce propos, souligné son attachement à ce que cet organe jouisse d'autonomie et de crédibilité dans l'exercice de ses missions et la prise de

ses décisions.

Grâce à l'expérience de ses membres, le Conseil national de la fiscalité est chargé d'évaluer le système fiscal, de donner son avis et de faire des propositions sur ses procédures et mesures, de renforcer la relation entre l'administration fiscale et ses partenaires sociaux, en les associant au développement du système fiscal, d'améliorer le climat des affaires et de renforcer la crédibilité des institutions étatiques, par la création d'un environnement garantissant une bonne répartition et une utilisation optimale des ressources financières, a soutenu le ministre.

Organe actif en matière de recherche, d'étude et d'analyse, le conseil s'emploiera, selon M. Faïd, à « publier périodiquement son bilan d'activité accompagné de recommandations et de propositions visant à améliorer et à renforcer le niveau de mobilisation des ressources financières du pays, sur la base desquelles des décisions stratégiques seront prises par les responsables du secteur ».

Le conseil œuvrera, par ailleurs, à « sensibiliser les citoyens à l'importance de la fiscalité à travers l'organisation de campagnes de sensibilisation et de vulgarisation pour expliciter l'importance des impôts dans le financement des services publics et la

réalisation du développement durable ».

Le ministre a, en outre, fait savoir que son département ministériel, avait « entamé, via la Direction générale des impôts, l'élaboration d'un programme de modernisation de grande envergure, visant à restructurer les différents services, par la création d'organes modernes, à simplifier leurs procédures administratives et à améliorer la qualité des prestations notamment celles à distance ». Dans ce cadre, les pouvoirs publics veillent à « conférer une plus grande transparence à la gestion des deniers publics, en rendant le système fiscal plus équitable, en renforçant les mécanismes de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, en soutenant l'investissement et en accompagnant les entreprises économiques », a fait valoir M. Faïd. De son côté, la Directrice générale des impôts, Amel Abdellatif, a souligné que le Conseil national de la fiscalité visait à discuter de toutes les problématiques relatives au système fiscal afin de créer un climat propice aux affaires et de renforcer la crédibilité des différents organes étatiques, rappelant que la réactivation du conseil avait été recommandée lors des assises nationales sur la réforme fiscale, tenues à l'été 2020. A noter que le président et le vice-président du Conseil national de la fiscalité seront élus parmi ses 41 membres.

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Le ministre des Finances s'entretient avec les ambassadeurs d'Iran et de Belgique

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a reçu dimanche les ambassadeurs d'Iran et de Belgique en Algérie, respectivement, Mohammad Reza Babaie et Alain Leroy, avec lesquels il a évoqué la coopération bilatérale, a indiqué le ministre dans un communiqué. Lors de son entretien avec l'ambassadeur de la République Islamique d'Iran, le ministre a passé en revue les différentes actions initiées au titre des relations économiques et financières bilatérales, ainsi que les perspectives de coopération entre les deux pays, selon la même source. A cet égard, les deux parties ont souligné "l'important potentiel dont dispose les deux pays, qui nécessite d'être mis à profit pour

rehausser le niveau de coopération au bénéfice du développement économique des deux parties".

L'ambassadeur iranien a, dans ce cadre, souligné la nécessité d'intensifier la coopération entre les deux pays dans les domaines d'intérêts communs, notamment dans les volets économique et financier.

Il a également exprimé le souhait pour une présence plus accrue des entreprises iraniennes en Algérie et des entreprises algériennes en Iran.

De son côté, M. Faïd a affirmé "la disponibilité de son département ministériel à travailler de concert avec la partie iranienne en vue d'instaurer une coopération économique bilatérale mutuelle-

ment bénéfique et hisser son niveau pour refléter l'excellence des relations politiques liant les deux pays".

A cet effet, il a été convenu d'intensifier les échanges pour explorer les opportunités et conforter le cadre juridique régissant cette coopération, ajouta-t-on.

Quant à l'entretien du ministre des Finances avec l'ambassadeur du Royaume de Belgique, les deux parties ont passé brièvement en revue l'état des relations économiques et financières bilatérales, notamment la situation des entreprises belges en Algérie. Le ministre a abordé également avec son interlocuteur la situation économique et financière de l'Algérie, particulièrement les ré-

formes engagées dans les domaines du foncier économique, des marchés publics et la numérisation du secteur des finances dans la perspective d'instaurer la transparence, d'améliorer le climat des affaires et d'encourager l'investissement algérien et étranger.

Enfin, les deux parties "se sont engagés à poursuivre et maintenir leurs échanges et de travailler de concert pour lever les éventuels obstacles entravant les projets de partenariat et, par conséquent, hisser le niveau des relations économiques et financières bilatérales", souligne le ministre dans le communiqué.

R.E

CONSEIL DE LA NATION

Le ministre de la Justice présente le texte de loi régissant la profession d'huissier de justice

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, lundi à Alger, le texte de loi régissant la profession d'huissier de justice devant les membres du Conseil de la nation lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil.

Lors de la présentation, qui s'est déroulée en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Tabi a expliqué que ce texte de loi visait à "renforcer la contribution de l'huissier de justice dans la lutte contre le blanchiment d'argent et l'atteinte aux deniers publics".

Le texte comprend "trois axes principaux, dont celui lié à la contribution de l'huissier de justice dans la lutte contre le blanchiment d'argent et l'atteinte aux deniers publics, et ce, dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, ainsi que la mise en oeuvre des engagements internationaux de l'Algérie", a poursuivi le ministre.

Il a souligné, dans ce sens, que le texte en question "oblige l'huissier de justice à informer l'autorité

compétente de toute opération concernant des fonds suspects susceptibles de provenir d'un crime ou qui sembleraient destinés au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme".

M. Tabi a souligné, dans ce contexte, que le texte de loi modifiant et complétant la loi n 06-03 du 20 février 2006 "s'inscrit dans le cadre de la consécration des réformes en cours dans le secteur de la Justice, en concrétisation des dispositions constitutionnelles et en conformité avec le programme présidentiel dans son volet relatif à la modernisation du secteur de la Justice et à l'amélioration de ses prestations".

Le texte de loi propose, selon le même responsable, des amendements visant à organiser la profession d'huissier de justice et à booster le rythme de mise en oeuvre des jugements conformément aux réformes suggérées dans le cadre du projet d'amendement du Code des procédures civiles et administratives en cours d'enrichissement, qui sera soumis au Parlement lors de la prochaine session. "L'huissier de justice sera tenu d'adopter la numéri-

sation et d'enregistrer les documents en versions papier et électronique. Le nouveau texte permettra également à l'huissier de recourir à la signature et à la certification électroniques stipulées dans la loi 15-03 du 1er février 2015 relative à la modernisation de la justice".

Répondant aux députés notamment sur la perquisition du bureau de l'huissier de justice, en cas de nécessité absolue, M. Tabi a indiqué que ces situations "peuvent varier notamment si l'huissier est soupçonné d'être impliqué dans un crime, ce qui contraint la Justice à agir immédiatement".

"Suite aux propositions formulées par les membres, lors de leurs débats sur ce texte, un amendement a été introduit à l'article 7, stipulant la notification du président de la Chambre régionale des huissiers de justice pour assister à l'opération de perquisition et de saisie", a conclu le ministre.

EXPORTATIONS DES HYDROCARBURES

Sonatrach réalise 21 milliards de dollars en cinq mois

La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation, entre janvier à fin mai 2023, de 21 milliards de dollars, selon un bilan sur les réalisations du groupe rendu public lundi.

Par Sirine R

La production commercialisée à fin mai 2023 a atteint 68 millions de tonnes équivalents pétrole (TEP) (+2%), dont 38 millions de tonnes ont été exportées, (contre 67 millions de TEP de ventes dont 37 millions de TEP exportées durant la même période 2022), est-il précisé dans le même bilan présenté par le Directeur Gestion de la performance/SPE à Sonatrach, Boutaleb Mohamed Rochdi, en présence du PDG du groupe, Toufik Hakkar. Quant à la production primaire d'hydrocarbures, elle a atteint 80 millions de TEP à fin mai 2023, en hausse également de 2% par rapport aux réalisations à fin mai 2022 (79 millions), selon le même bilan.

Une exportation de 170.000 tonnes d'essence a été également concrétisée durant cette période, est-il précisé dans le bilan qui met en avant « la satisfaction de la totalité de la demande du marché national en mati

ère de carburants sans recours aux importations pour la troisième année consécutive ». Selon Sonatrach, seuls le MTBE et l'Éthylène ont été importés en 2023. Revenant sur les réalisations de 2022, le bilan fait état d'un chiffre d'affaires à l'exportation de 60 milliards de dollars, pour un volume exporté de 91,6 millions de TEP, contre des ventes de 66,7 millions de TEP sur le marché national. La production primaire s'est quant à elle élevée à 189,6 millions de TEP en 2022. Au courant de

cette même année, la Sonatrach a réalisé un bénéfice net de 10,2 milliards de dollars, porté par la hausse des prix du pétrole et du gaz sur le marché international.

Huit nouvelles découvertes réalisées

Durant les 5 premiers mois 2023, Sonatrach a réalisé 8 nouvelles découvertes d'hydrocarbures, dont 7 en effort propre. En outre, la compagnie a signé durant la même période des contrats d'exploration et de production, notamment le 4ème contrat sous l'égide de la nouvelle loi relative aux hydrocarbures (19-13), avec PERTAMINA et REPSOL sur le périmètre contractuel de Menzel Ledjmat Nord. Le groupe Sonatrach a procédé également à la signature de deux accords stratégiques avec le groupe italien ENI portant sur l'augmentation des approvisionnements en gaz et la réduction des émissions. Un protocole d'accord pour le renforcement de la coopération avec la société brésilienne (WEG S.A) ainsi qu'un mémorandum d'entente avec la société chinoise CC7 portant sur l'élaboration des études de faisabilité d'un complexe pétrochimique de vapocraquage de charge mixte ont été également signés.

La compagnie nationale des hydrocarbures a signé en outre un protocole d'accord avec la société nationale ougandaise du pétrole pour renforcer la coopération dans le domaine des hydrocarbures et un contrat avec le groupe Wanhua Chemical pour l'approvisionnement en GPL. En matière de réception et de mise en service des projets durant la même période,

le bilan présenté a cité le gisement gazier du Sud Ouest de Hassi Tidjerane, Tinerkoug et Hassi Ba Hamou. Pour ce qui est du lancement de projets, le bilan évoque notamment le projet de transport par canalisation consistant en la réhabilitation CNDG et CDHL ainsi que et le complexe pétrochimique PDH/PP Arzew.

84% des contrats signés avec des entreprises algériennes

Poursuivant la mise en œuvre de sa politique de soutien du contenu local et de renforcement de l'intégration nationale, le groupe Sonatrach a conclu 84% des contrats avec des entreprises de droit algérien en 2022, soit 1.885 contrats d'un montant global de plus de 3 milliards dollars, est-il mentionné dans le bilan.

Sur les trois derniers exercices, plus de 5.200 contrats ont été confiés à des sociétés nationales, soit l'équivalent de plus de 8,5 milliards dollars. S'agissant de l'emploi, le groupe a maintenu ses efforts en la matière, en procédant au recrutement de 4.208 agents dont 57% au niveau du Sud du pays, durant la période 2020 à fin mai 2023, a-t-il également souligné dans ce bilan faisant état d'une politique de maximalisation de l'utilisation de la main d'œuvre algérienne et principalement locale.

Par ailleurs, Sonatrach a signé avec l'ASAL (Agence spatiale algérienne) une convention pour la recherche collaborative et l'application des techniques satellitaires pour l'estimation des émissions GES (gaz à effet de serre).

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE REÇU PAR LE PREMIER MINISTRE JORDANIEN

Les moyens de promouvoir les relations économiques et industrielles évoqués

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a été reçu, lundi à Amman, par le Premier ministre jordanien, Bisher Al-Khasawneh, avec lequel il a évoqué l'état des relations économiques bilatérales notamment dans le domaine de l'industrie ainsi que les voies et moyens de les promouvoir, indique un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de sa visite au Royaume hachémite de Jordanie, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun a été reçu, lundi, par le Premier ministre jordanien, M. Bisher Al-Khasawneh, en présence du ministre jordanien de l'Industrie, du Commerce et de l'Approvisionnement, également ministre du Travail, Youssef Mahmoud Ashamaleh et l'ambassadeur d'Algérie au Royaume hachémite de Jordanie", précise le communiqué.

Lors de cette rencontre qui a eu lieu avant l'ouverture de la 9ème session de la commission mixte Algéro-jordanienne, les deux parties ont examiné "l'état des relations économiques notamment dans le domaine de l'industrie ainsi que les voies et moyens de les renforcer et de les promouvoir au niveau des relations politiques et historiques liant les deux pays", souligne la même source.

Les deux parties ont réaffirmé la volonté de leurs pays de consolider les relations de partenariat et d'investissement entre l'Algérie et le Royaume hachémite de Jordanie, invitant les investisseurs et les hommes d'affaires à "explorer les opportunités d'investissement et de partenariat sur la base du principe gagnant-gagnant notamment dans des domaines aussi variés que l'industrie, l'énergie, les mines, l'agriculture, les finances, la santé et la production pharmaceutique", ajoute-t-on de même source.

Par Z R.

PLAFONNEMENT DES PRIX DU GAZ

Hakkar : « Nous n'avons reçu aucune demande de nos clients »

Intervenant ce lundi lors d'une conférence de presse pour la présentation du bilan de réalisation des 05 premiers mois de l'année 2023, le PDG du groupe Sonatrach M. Toufik Hakkar s'est exprimé sur la production nationale de gaz et les exportations vers l'Europe.

Il a assuré qu'aucun pays européen importateur du gaz algérien, n'a formulé une demande pour le plafonnement des prix du gaz. « Sonatrach n'est pas concernée par le plafonnement des prix du gaz, aucun pays ne nous l'a demandé », a annoncé, ce lundi à Alger, son PDG Toufik Hakkar, lors d'une conférence de presse organisée en marge de la présentation du bilan des activités du groupe de 2022 et à fin mai 2023.

La révision des prix, elle, touche à sa fin. Sur 11 contrats, « 9 sont réalisés et les deux restants sont en fin de négociation avec nos partenaires ». Toutefois, Hakkar a affirmé que Sonatrach ne peut supporter à elle seule tous les coûts liés notamment à l'exploration et à la production. Il a réitéré son appel aux pays de l'UE pour Le Pdg de la Sonatrach a réitéré son appel pour les pays européens à investir en Algérie pour le développement des ressources en gaz. « Si les pays européens veulent plus de gaz, ils n'ont qu'à investir pour le développement des ressources en gaz » a-t-il précisé. Et d'ajouter : « nos partenaires doivent partager les risques ».

Concernant les marchés mondiaux des hydrocarbures, le Pdg de Sonatrach a plaidé pour une vision à moyen et long terme afin d'éviter tout risque.

Et d'ajouter : « on essaie de s'adapter de la meilleure des manières au marché international tout en préservant nos

intérêts ». Aux yeux de M. Hakkar, le gaz naturel a « un avenir important ».

S'agissant de la production nationale en hydrocarbures, l'intervenant a fait savoir qu'elle est en hausse depuis 3 ans, précisant que le taux de croissance au cours de l'année précédente était de 4%. « Nous prévoyons que la production augmentera cette année d'environ 3% », a-t-il ajouté. Par ailleurs, Hakkar s'attend à ce que les prix du pétrole restent élevés cette année, ce qui donne à l'entreprise le confort financier nécessaire pour mener à bien divers projets.

Le pétrole débute la semaine en repli

Les prix du pétrole se repliaient lundi, marquant une pause après avoir grimpé vendredi soir à leur plus haut niveau depuis deux mois. La légère détente du marché de l'emploi américain a rassuré les investisseurs, celle-ci éloignant les craintes que la banque centrale américaine n'en fasse trop sur les hausses de taux au point de faire caler l'économie. Lundi, vers 08h40, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre cédait 0,53% à 78,05 dollars, non sans avoir bondi vendredi soir

de 2,54% à 78,47 dollars. Quant aux 159 litres de l'équivalent américain, le West Texas Intermediate pour livraison en août, ils abandonnaient 0,77% à 73,29 dollars, après avoir décollé de 2,86% à 73,86 dollars avant la pause du week-end. De l'avis des observateurs, la perspective d'un resserrement de l'offre mondiale l'emporte sur les inquiétudes concernant la hausse des taux d'intérêt qui pourrait freiner la croissance mondiale et la demande d'énergie. En début de semaine passée, l'Arabie saoudite a déclaré qu'elle prolongerait jusqu'en août la

réduction de production de 1 million de barils par jour décidée en juillet, tandis que la Russie a déclaré qu'elle réduirait ses exportations de 500'000 barils par jour le mois prochain.

La production de pétrole au Kazakhstan, membre de l'OPEP, a également chuté en raison de pannes d'électricité, obligeant le pays à importer de l'essence de Russie. Par ailleurs, les données de l'AIE ont montré que les stocks américains de pétrole brut et d'essence ont diminué plus que prévu la semaine dernière en raison d'une demande accrue.

CONSTANTINE

Plus de 380 ruches distribuées aux apiculteurs victimes d'incendies

Au total, 383 ruches pleines viennent d'être distribuées au profit d'apiculteurs de la wilaya de Constantine, victimes des incendies lors de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris lundi auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Pas moins de 197 ruches parmi ce nombre global affecté au bénéfice de 15 apiculteurs, la semaine dernière, ont été attribuées dans les zones rurales et forestières d'El Hedadj, de Biyar et d'El Maida, dans la commune d'Ibn Badis, 155 pour les apiculteurs des mechtas de Bousefsif et d'Arima dans la commune de Zighoud Youcef, en plus de 15 autres pour ceux de la zone de Kifen Leghbar sur les hauteurs de Djebel Ouahch (Constantine), a détaillé à l'APS le directeur du secteur par intérim, Brahim Letrache. L'opération d'indemnisation d'un coût global de plus de 8,8 millions DA, s'inscrit dans le cadre du programme portant réactivation de l'activité agricole suite aux dégâts occasionnés par les feux de forêts, l'année dernière, initié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a affirmé le même responsable.

Pour rappel, le processus d'indemnisation des apiculteurs victimes des incendies de l'année dernière, qui se fait habituellement au printemps, a été effectué fin juin 2023 pour des raisons techniques liées au respect du cycle biologique de reproduction des abeilles. L'opération de distribution de ces ruches pleines, a encore indiqué M. Letrache, vise également à aider et à encourager la filière apicole, tout en contribuant à la promotion du secteur de l'agriculture qui dispose actuellement de 39.259 ruches pleines à l'échelle locale.

TIMIMOUN

Plus de 650 palmiers détruits par le feu

Pas moins de 652 palmiers ont été détruits dans un incendie, qui s'est déclaré dans les palmeraies de Ksar Al-Hadj, dans la commune d'Aougrout, wilaya de Timimoun, et aucune perte humaine n'a été enregistrée, ont rapporté dimanche les services de la direction de la Protection civile. Trois camions de lutte anti-incendie, une ambulance et 10 agents de la Protection civile, appuyés par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont été mobilisés pour maîtriser l'incendie, qui s'est déclaré hier dans ces palmeraies, a indiqué le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, le lieutenant Laoubi Benamer. Les services de la commune d'Aougrout et l'Entreprise nationale de géophysique (EN-AGEO) ont dépêché deux camions-citernes supplémentaires, en plus de la contribution des services de la Conservation des forêts, de la Sureté et de la Gendarmerie nationales, de nombreux citoyens sont aussi venus apporter leur aide, pour maîtriser rapidement le feu et éviter sa propagation dans les oasis avoisinantes, a fait savoir le responsable.

PÉNÉTRANTE DE BÉJAÏA

Mise en circulation prochaine du nouveau tunnel de Sidi-Aïch

Le nouveau tunnel de Sidi-Aïch du tronçon Takerietz-Timezrit de la pénétrante autoroutière Béjaïa - Autoroute Est-Ouest devrait être mis en circulation prochainement, après l'achèvement de la dernière phase d'essais d'exploitation de cet ouvrage d'art, a indiqué dimanche l'Algérienne des autoroutes (ADA) dans un communiqué.

« Actuellement, les services techniques de l'ADA, en charge du projet, sont à pied d'œuvre avec leur partenaire pour finaliser l'ultime phase d'essais d'exploitation du nouveau tunnel. L'accent est mis, notamment, sur le test de la sécurité du système de protection anti-incendie dans le nouveau tunnel », précise la même source. L'ADA souligne que ces tests sont nécessaires pour garantir la sécurité des usagers autoroutiers, et ce, « en prévision de sa toute prochaine mise en circulation ». L'agence vient d'achever la phase d'équipement du nouveau tunnel de Sidi-Aïch, long de 1660 mètres, selon le communiqué. L'ensemble des équipements des dispositifs de sécurité et système de surveillance, notamment les équipements électriques, de vidéosurveillance, les équipements de ventilation et d'éclairage ainsi que le système de transmission radio et d'appel d'urgence, ont été totalement installés, « conformément aux prescriptions de sécurité des tunnels routiers en relation avec les normes Internationales », d'après



l'ADA. L'agence a fait savoir dans son communiqué que les travaux de génie civil relatifs aux tronçons Takerietz-Timezrit, sur 16 km, du

PK32 au PK48, de la pénétrante autoroutière Béjaïa - Autoroute Est-Ouest (Ahnif- Wilaya de Bouira), ont été achevés à 100% par les entreprises réalisatrices

PK32 au PK48, de la pénétrante autoroutière Béjaïa - Autoroute Est-Ouest (Ahnif- Wilaya de Bouira), ont été achevés à 100% par les entreprises réalisatrices

BECHAR

Raccordement de trois nouveaux périmètres agricoles au réseau électrique

Trois (3) nouveaux périmètres agricoles de mise en valeur des terres sahariennes situés dans la commune de Bechar ont été raccordés mardi au réseau électrique, dans le cadre du programme de célébration du 61ème anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse. "Cette opération qui a été effectuée en présence des autorités de la wilaya a touché 123 exploitations agricoles des périmètres de mise en valeur de Hassi 20, de Nif R'ha et Hassi Belhouari, situées au nord de la commune du chef lieu de wilaya", a précisé à l'APS la chargée de la communication à la direction de distribution

d'électricité et du gaz (Sonelgaz-distribution). Le raccordement au réseau d'électricité de ces nouveaux périmètres agricoles a nécessité un investissement de plus de 188 millions de DA pour la réalisation des travaux des réseaux de transport et de distribution à travers la réalisation d'un réseau de 72 kilomètres linéaires, en plus de l'installation de treize (13) transformateurs d'électricité, a expliqué Lynda Mekkaoui en marge des journées "portes ouvertes" sur le groupe Sonelgaz. Et d'ajouter : Il a été au ssi procédé, au lancement officiel des travaux du projet de la station devant accueillir un transformateur de

400,220 et 60 KV pour l'alimentation en énergie électrique d'un total de 11.912 lotissements de la nouvelle zone urbaine de Lahmar au nord de la commune de Bechar. Les journées "Portes ouvertes" sur le groupe Sonelgaz, qui se poursuivront jusqu'au 6 juillet courant, à l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire de l'indépendance et du 54ème anniversaire de la création de ce groupe énergétique public, permettront aux visiteurs de connaître les différentes activités de ce groupe, ses sociétés et leurs missions, selon les organisateurs

UNIVERSITÉ BATNA 1

Ouverture de 8 nouvelles spécialités dès la prochaine rentrée

Huit (8) nouvelles spécialités, dont six (6) de niveau Master, seront ouvertes à l'université Batna 1 dès la rentrée universitaire 2023-2024, a indiqué, samedi, le responsable de la cellule d'information et de communication de cette institution.

"Les disciplines de niveau master sont la physique médicale, la civilisation islamique, le génie urbain, la gestion de projets de construction et deux formations à distance, la première en sciences agricoles, liée à la production végétale, et la seconde en sciences politiques, relative à l'administration publique et à la numérisation des ressources humaines", a déclaré à l'APS



Mourad Miloud. En plus de ces spécialités, les nouveaux bacheliers se verront proposer les disciplines ingénieur agronome et architecture, a-t-il dit, soulignant que l'université Batna 1 dispense ses for-

mations à travers 6 facultés et deux instituts englobant 59 spécialités de niveau licence et 77 de niveau Master. Ce même responsable a également indiqué que cette université a enregistré, s'agissant des diplômes

universitaires Startup et dépôt de brevets, 151 projets de thèses de fin d'études, ajoutant que 46 thèses ont été soutenues parmi lesquelles trois (3) ont été reconnues en tant que projets innovants, le processus se poursuivant jusqu'au 31 décembre 2023.

Le nombre de diplômés est composé, cette année, selon la même source, de 5.136 étudiants de niveau licence et de 4.994 de niveau Master, dans différentes spécialités, en plus de 90 diplômés de vétérinaires.

Comment Amlo tente de rebâtir l'Etat mexicain

A l'occasion de ses assemblées annuelles qui se tiennent à Accra, la Banque africaine d'Import-Export (Afreximbank) a officialisé AfrexInsure, sa filiale dédiée à l'assurance des entreprises commerciales actives sur le continent. Une manière pour l'institution de poser les jalons d'une transformation de la manière dont l'assurance des activités et investissements commerciaux est déployée au niveau régional.

Après bientôt cinq ans au pouvoir, quel bilan peut-on tirer de l'action d'AMLO au Mexique ? Si des critiques peuvent être faites sur plusieurs questions majeures, comme l'égalité homme-femme, la gestion des frontières ou l'impact écologique des grands projets, l'action du Président est globalement perçue favorablement par près de deux tiers des Mexicains. Sa lutte acharnée contre la corruption, la reconstruction progressive de l'Etat et des services publics en écartant le secteur privé parasite et les nombreuses mesures sociales redonnent confiance aux électeurs, qui espèrent un avenir meilleur. Si le régime néolibéral mexicain n'est pas encore mort, la détermination d'AMLO pour construire un Etat au service du peuple semble en passe de réussir.

Le 1er juillet 2018, le paysage politique mexicain a connu un véritable bouleversement avec la victoire électorale éclatante du candidat de gauche Andrés Manuel López Obrador (AMLO) sous les couleurs de son nouveau parti MORENA, avec 53 % des votes, soit une avance de 30 points sur le plus proche de ses trois concurrents. Une telle marge est, de loin, la plus importante observée dans le pays depuis la « transition démocratique » du tournant des années 2000. Les partis qui avaient dominé le champ politique au cours de la période néolibérale se sont littéralement effondrés. Cinq ans plus tard, les sondages sont toujours favorables à 60 % au président, en dépit de l'hostilité constante de la presse et d'une pandémie ayant débouché sur une crise économique et une hausse de l'inflation. Les partis d'opposition ont mis de côté leurs anciennes rivalités et le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), le Parti d'Action nationale (PAN) et le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) n'ont eu d'autre choix que de s'allier au risque de voir disparaître tout espoir de victoire électorale.

Si le conflit d'AMLO avec la droite néolibérale n'a rien de surprenant, le rejet dont il fait l'objet de la part de l'intelligentsia cosmopolite et « progressiste » ou des autonomistes néozapatistes (mouvement social mexicain pour l'autonomie des peuples indigènes, qui contrôle en partie la région du Chiapas depuis 1994, ndlr) a davantage surpris. Cette réaction est pourtant intéressante, car directement liée aux particularités du populisme de gauche qui a marqué le mandat d'AMLO. Peu originale, la droite l'a accusé de « transformer le pays en un autre Venezuela ». Mais pourquoi ces autres groupes, supposés appartenir également à la gauche, lui reprochent-ils de colporter le « conservatisme » ou d'agir en « suppôt du capital » ? Alors que la fin du mandat présidentiel se profile, le bilan d'AMLO est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Son projet global consistait à rompre avec le néolibéralisme et à embrasser un modèle de capitalisme développementaliste, c'est-à-dire dans lequel l'Etat serait bien plus présent. Dans quelle mesure ce projet a-t-il fonctionné, et quelles leçons la gauche peut-elle en tirer ?

Le projet global d'AMLO consistait à rompre avec le néolibéralisme et à embrasser un modèle de capitalisme développementaliste, c'est-à-dire dans lequel

l'Etat serait bien plus présent.

Tout d'abord, il faut rappeler que la transition vers un autre régime d'économie politique s'opère au sein d'un paysage structuré par le néolibéralisme lui-même. Ce paysage se caractérise par l'érosion de la classe ouvrière comme acteur politique et par le démantèlement de la puissance étatique. La tâche historique fondamentale de la gauche contemporaine consiste donc à relégitimer la lutte des classes et l'Etat en tant qu'acteur social. En partant de ce postulat, nous pouvons évaluer l'administration AMLO à l'aune de trois critères fondamentaux : la réhabilitation du clivage entre les classes sociales comme organisation de base du champ politique ; les efforts déployés pour recentraliser la puissance de l'appareil étatique phagocytée par des décennies de gouvernance néolibérale et la rupture avec un paradigme économique fondé sur la corruption institutionnalisée. Penchons-nous successivement sur chacun de ces critères.

Une politique sociale vigoureuse

En mai 2020, alors que la droite lançait sa première vague de protestation contre le gouvernement AMLO, une vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux. Elle montrait une foule de manifestants issus des classes supérieures en train de défilier en voitures sur la plus grande avenue de Monterrey, dans l'Etat de Nouveau León. Par la fenêtre d'un bus public, un passager anonyme harangue les conducteurs protestataires : « Voilà ce qui fait avancer le Mexique ! », lance-t-il. « Les travailleurs font avancer le Mexique ! » Nombreux sont ceux qui ont vu dans cette vidéo un renouveau de la lutte des classes, après une longue absence.

À peine quelques mois après son investiture, AMLO annonçait la mort du néolibéralisme mexicain. Il s'agissait d'une déclaration audacieuse, relevant davantage du vœu pieux que d'un fait accompli. Les premiers sursauts étaient donc rhétoriques. Jusqu'alors, les discours politiques tournaient autour de la division entre l'Etat et une « société civile » vaguement définie. Les autorités publiques prenaient note de la nécessité croissante d'améliorer le « contrôle citoyen » de la « gouvernance ». La lutte des classes avait quasiment disparu des discours dominants. Elle a pourtant ressurgi sous AMLO, qui, s'inspirant des théories populistes d'Ernesto Laclau, a organisé son discours autour d'une confrontation entre « le peuple » et « les élites » (moqueusement surnommés *fifis* et *machuchones*), ces dernières se définissant par leur richesse, leur autopersuasion de leur méritocratie et leur dédain pour la culture populaire.

Cette évolution rhétorique s'accompagne d'une vaste reconfiguration du paysage politique. Lors des élections de 2018 (où les Mexicains élisaient à la fois leur Président, leurs députés, leurs maires et leurs élus provinciaux, ndlr), les votes de la classe ouvrière se sont éparpillés entre plusieurs partis, y ceux du bloc néolibéral, tandis qu'AMLO a bénéficié d'un fort soutien des professionnels des classes moyennes. 48 % des électeurs détenteurs d'un diplôme universitaire ont alors soutenu les candidats à la députation de MORENA. À la mi-

mandat, en 2021, ce chiffre est tombé à 33 %. L'inverse s'est produit à l'autre extrémité de la fourchette des diplômés : 55% des personnes ayant achevé une scolarisation primaire ont voté pour MORENA en 2021, contre 42 % trois ans plus tôt. Un récent sondage a montré que les plus fervents partisans d'AMLO sont des travailleurs ordinaires, le secteur informel et la paysannerie, tandis que ses plus virulents opposants sont les entrepreneurs et les professionnels diplômés. Ainsi, le phénomène de la « gauche brahmane », une expression de Thomas Piketty désignant une gauche repliée sur les électeurs éduqués de classe moyenne, observé aux Etats-Unis ou en Europe, n'a pas court au Mexique.

Le phénomène de la « gauche brahmane », c'est-à-dire repliée sur les électeurs éduqués de classe moyenne, n'a pas court au Mexique.

Comment expliquer un tel renversement de situation ? Les quatre dernières années ont vu passer une avalanche de réformes en faveur des employés. Les droits formels des employés domestiques ont été reconnus pour la première fois et les pratiques d'embauche irrégulières ont été abolies. En conséquence, 2022 a connu une augmentation de 109% des *reparto de utilidades*, ces intéressements auxquels tous les employés ont formellement droit, mais que leurs employeurs pouvaient alors contourner en les « sous-traitant ». Sous AMLO, la procédure de formation de nouveaux syndicats a été considérablement simplifiée, le nombre de jours de congés payés a doublé et le législateur se penche actuellement sur la semaine de 40 heures (contre 48 heures actuellement). L'administration AMLO a mis en œuvre la plus importante augmentation des salaires de ces 40 dernières années. Avant la crise économique causée par le confinement, la section la plus pauvre de la population a connu une augmentation de ses revenus de 24%. Par ailleurs, cette situation s'est accompagnée d'une tentative de résurgence de la classe ouvrière comme acteur politique. L'exemple le plus patent en est peut-être le soulèvement des ouvriers de la maquiladora (manufacture américaine délocalisée au Mexique, généralement vers la frontière avec les USA, ndlr) de Matamoros, dans l'Etat de Tamaulipas, où des dizaines de milliers d'employés ont lancé la grève sauvage la plus importante de l'histoire de ce secteur. Enhardis par l'augmentation du salaire minimum, les ouvriers ont réclamé des augmentations des autres intéressements. Leurs employeurs refusaient en effet que les primes n'augmentent à la même proportion que les salaires. Le mouvement permit d'augmenter le nombre de syndiqués et d'envoyer au Congrès l'une des meneuses de la grève, Susana Terrazas, sous l'étiquette MORENA.

La centralité des programmes sociaux dans l'approche d'AMLO est venue renforcer cette nouvelle politique de classe. Les allocations touchent à présent 65 % de personnes de plus que sous le gouvernement précédent. En 2021, malgré la crise économique, les dépenses sociales ont atteint une proportion record des dépenses totales de l'Etat depuis des dizaines d'années. Ce modèle d'aide sociale fonctionne selon une lo-

gique entièrement différente de l'ancienne logique néolibérale : il ne s'agit plus de faire du microciblage et de prendre en compte des critères de revenus, mais d'embrasser une approche plus universelle. Même si les transferts d'espèces sont toujours réservés à d'importants sous-groupes (personnes de plus de 65 ans, étudiants, personnes handicapées, etc.), les conditions pour y avoir accès sont minimales. De plus, les programmes d'aide sociale ont été inscrits dans la Constitution, afin de garantir qu'il s'agit bien d'un droit et non d'actes de charité.

À l'autre bout du spectre politique, les partis supplantés par MORENA ont formé une coalition qui a ouvertement proclamé sa fidélité aux grandes entreprises. Des magnats comme Claudio X Gonzalez et Gustavo de Hoyos, anciens dirigeants de la confédération patronale, ont joué un rôle crucial dans le financement de l'opposition et pour orienter les sujets mis en avant. Le secteur entrepreneurial, en plus de dénoncer les lois pro-travailleurs d'AMLO, s'est farouchement opposé à sa nouvelle approche fiscale. Même si le gouvernement a plutôt suivi une ligne orthodoxe sur les questions macroéconomiques, il a malgré tout engagé un vaste effort afin d'augmenter la capacité étatique de recouvrement de l'impôt, c'est-à-dire de lutte contre la fraude fiscale, sujet sur lequel le Mexique se classait historiquement sous les moyennes de l'OCDE et de l'ALC (Amérique latine et Caraïbes). Sans toucher à la structure actuelle de taxation, ces mesures ont eu des conséquences significatives en matière de redistribution. Selon les chiffres officiels, le gouvernement a augmenté le recouvrement de l'impôt des plus riches contribuables du pays de plus de 200 %. Raquel Buenrostro, l'ancienne secrétaire de l'Administration fiscale et actuelle secrétaire à l'Économie d'AMLO, ainsi été décrite par le *Financial Times* comme une « dame de fer » faisant claquer son fouet sur les impôts des multinationales. Parallèlement, le désaveu de certaines sections des classes moyennes diplômées vis-à-vis d'AMLO est un reflet de leur rejet de la grande narration nationale que le président a érigée au fil de ses conférences de presse quotidiennes. Alors que sous les gouvernements précédents, les personnalités du monde universitaire étaient garantes de la respectabilité et de l'autorité, les appels à l'« expertise » sont à présent considérés comme des stratagèmes de marketing politique vides de sens. Les ministres sont salués pour leur « proximité avec le peuple » et non pour leurs titres et leurs distinctions.

AMLO s'est exposé aux critiques des cercles progressistes, composés en majorité des classes diplômées, pour son désintérêt sur la question du mariage homosexuel ou de l'avortement. Le président a refusé de prendre position sur ces questions, proposant plutôt de les soumettre à un référendum populaire. Ces reproches sont néanmoins discutables car des avancées significatives ont eu lieu sur ces questions à l'échelle des provinces, en particulier celles contrôlées par le parti MORENA.

Source : *Lvsl.fr*

Article de la *New Left Review*, traduit par *Piera Simon-Chaix*.

LIBYE/DISTRIBUTION DE LA MANNE PÉTROLIÈRE Khalifa Haftar lance un ultimatum à la Banque centrale

Depuis 2011, la Libye est divisée entre les factions de l'Est et de l'Ouest, avec des gouvernements parallèles en place et les revenus pétroliers constituent le principal écueil entre les deux parties.

En début de semaine, Khalifa Haftar, le dirigeant du gouvernement de l'Est libyen, a appelé à une répartition équitable des revenus pétroliers et a fixé une date limite à la fin du mois d'août pour que la question soit résolue. Il a déclaré qu'il donne jusqu'à la fin du mois aux responsables de la Banque centrale pour la formation d'un comité chargé de la distribution équitable des revenus pétroliers. Par ailleurs, il accuse la Banque centrale de « commettre des crimes financiers ».

« L'aggravation de la situation économique nécessite des mesures pratiques pour répartir équitablement les revenus pétroliers. La date limite pour la formation de ce comité sera au plus tard à la fin du mois d'août », a-t-il déclaré dans un discours à ses troupes. Rappelons que l'année dernière, le secteur pétrolier a généré plus de 22 milliards de dollars.

Le responsable militaire a fait allusion aux répercussions possibles si un accord n'est pas conclu, car il a déjà menacé d'imposer un blocus armé sur les exportations de pétrole. Les revenus pétroliers qui constituent la principale source de revenus du pays, ont souvent été un sujet de discorde entre les différentes factions libyennes.

Les Nations unies reconnaissent l'administration basée à Tripoli, dans l'ouest du pays. Celle-ci est entre autres, accusée de gaspiller les revenus pétroliers.

SÉNÉGAL/MAURITANIE Le projet pétrogazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), bouclé à 90 %

Vers la fin du mois de janvier, les parties prenantes du projet pétrogazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) ont annoncé l'achèvement du FPSO prévu pour l'exploitation du gisement gazier, vers le site de production.

Le projet pétrogazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) a atteint un taux d'exécution de 90 % selon les informations communiquées mardi 4 juillet par Lehib Khroumbaly, conseiller du segment amont au ministère mauritanien du Pétrole, de l'Énergie et des Mines.

Alors que l'unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO) prévue pour exploiter les ressources gazières du périmètre devrait atteindre le site de production dans les prochains jours, des cadres de la Société mauritanienne des Hydrocarbures (SMHPM) ont pu inspecter l'installation flottante de liquéfaction de gaz naturel Gimi, liée au projet.

Selon Tourad Abdel Baghi, le patron de la SMHPM, « le projet progresse en douceur, avec plus de 3000 personnes dévouées qui travaillent jour et nuit pour assurer son succès. Chaque jour qui passe nous rapproche du transport du FPSO et du FLNG Gimi vers la région ». Si tout se passe conformément aux prévisions, l'exploitation des premiers volumes de gaz naturel provenant de GTA devrait commencer au quatrième trimestre 2023.

D'ici là, les parties prenantes font cap sur la deuxième phase de développement du projet qui devrait quant à elle entrer en phase active en 2024 ou au plus tard en 2025. « Nous prévoyons un achèvement total [de cette deuxième phase de développement, Ndlr] en 2027 », a précisé Lehib Khroumbaly.

L'objectif de la phase 2 des travaux de développement du projet GTA, c'est, entre autres, d'augmenter les capacités de production de gaz naturel liquéfié (GNL) de 3 millions de tonnes supplémentaires. L'étude et la conceptualisation de cette étape sont déjà en cours.

ÉGYPTE

L'inflation globale atteint le niveau record de 35,7 % en juin

L'inflation globale égyptienne en glissement annuel a atteint le niveau record de 35,7 % en juin, contre 32,7 % en mai, selon des données officielles publiées lundi, dépassant ainsi le précédent record atteint en 2017 et reflétant des tensions économiques aiguës depuis le début de l'année dernière.

Les prix ont grimpé en flèche alors que l'Égypte se débat dans une pénurie de devises étrangères et des dévaluations répétées depuis mars 2022, augmentant les difficultés pour de nombreux Égyptiens qui ont vu leur niveau de vie s'éroder ces dernières années. « Tout ce dont nous entendons parler, c'est de l'inflation », a déclaré Wafaa Youssry, une conductrice Uber de 40 ans du Caire, qui a dit qu'elle n'avait plus assez d'argent pour envoyer ses enfants dans des écoles privées bien que son mari ait déménagé au Koweït pour un meilleur salaire. « Cela m'a obligée à faire preuve de créativité, car il n'y a pas

assez d'emplois ici qui paient des salaires décentes.

Les analystes avaient prévu le chiffre record de l'inflation annuelle des prix à la consommation urbaine en juin, citant un effet de base défavorable et une augmentation de la demande des consommateurs pendant les vacances annuelles de l'Aïd al-Adha.

La poursuite de la hausse de l'inflation pourrait accroître la pression sur la banque centrale égyptienne pour qu'elle augmente ses taux d'intérêt lors de sa prochaine réunion prévue le 3 août. La banque a maintenu ses taux lors de ses deux dernières réunions, après les avoir augmentés d'un total de 1 000 points de base depuis mars 2022.

Les augmentations des tarifs de l'électricité, que le gouvernement a reportées afin d'atténuer l'impact de l'inflation, pourraient renforcer les pressions sur les prix tout au long de l'été.

« En supposant que les tarifs de l'électricité soient augmentés en juillet, l'inflation annuelle pourrait rester élevée plus longtemps », a déclaré Allen Sandeep de Naeem Brokerage.

« Sans augmentation des tarifs de l'électricité, nous pourrions observer un certain ralentissement en juillet en raison de l'année de référence favorable.

L'Égypte, le pays le plus peuplé du monde arabe, a dévalué sa monnaie d'environ la moitié depuis mars 2022,

après que les retombées de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont mis en évidence ses vulnérabilités économiques et l'ont incité à demander l'aide du Fonds monétaire international dans le cadre d'un accord de prêt d'une valeur de 3 milliards de dollars.

La première révision du programme a été retardée en raison de l'incertitude liée à la promesse de l'Égypte de passer à un taux de change flexible.

Le précédent record d'inflation globale de 32,95 % a été atteint en juillet 2017, huit mois après que l'Égypte a dévalué sa monnaie de moitié dans le cadre d'un précédent programme du FMI.

NEUTRALITÉ CARBONE

Paris veut inciter l'Arabie Saoudite à accélérer sa trajectoire

L'Arabie Saoudite, qui tire une immense partie de ses revenus de l'or noir, vise la neutralité carbone à l'horizon 2060. En visite à Ryad, la ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher a appelé le pays pétrolier à revoir sa trajectoire. Elle a aussi annoncé l'entrée d'EDF dans la compétition pour participer au projet d'un réacteur nucléaire à forte puissance.

La France veut « inciter » l'Arabie saoudite à revoir ses ambitions écologiques pour atteindre plus rapidement la neutralité carbone, a déclaré à l'AFP la ministre française de la Transition énergétique lors d'une visite dans la puissante monarchie pétrolière du Golfe. L'Arabie saoudite, premier exportateur de brut au monde, assure viser la neutralité carbone d'ici 2060 alors que les Emirats arabes unis voisins, autre grand pourvoyeur d'or noir, accueillent la conférence de l'ONU sur le climat, la COP28, à la fin de l'année. « Cette COP28 sera le moment de faire le point sur nos trajectoires respectives », a déclaré samedi la ministre française, Agnès Pannier-Runacher, lors d'un entretien avec l'AFP à Ryad.

La neutralité carbone visée en 2060

La France, qui travaille actuellement à une révision à la hausse de ses ambitions, « incite tous les pays, et notamment l'Arabie saoudite, à revoir aussi leur trajectoire », a-t-elle ajouté. Selon la ministre, les objectifs de réduction des émissions sont plus crédibles lorsqu'ils s'inscrivent « dans une durée courte 2030-2035, et donc qu'on ne renvoie pas le sujet à 2050 ». La France vise une réduction de ses émissions de 55% à l'horizon 2030, mais le rythme de baisse de ses émissions demeure insuffisant

pour atteindre cet objectif. Dans le détail, il faudrait que l'Hexagone enregistre une baisse de 17 millions de tonnes équivalent CO2 chaque année sur la période 2023-2030, contre une diminution moyenne annuelle de 9,1 millions de tonnes équivalent CO2 enregistrée au cours des trois dernières années.

« Il y a toujours un risque majeur de ne pas atteindre les objectifs de 2030. Le rythme de baisse des émissions n'est pas du tout à la hauteur des enjeux. Seuls trois critères sur 34 avancent nettement plus vite que prévu et il y a des blocages dans tous les secteurs », alertait, fin juin, Corinne Le Quéré, la présidente du Haut Conseil pour le climat, lors de la présentation de son cinquième rapport annuel, intitulé « Acter l'urgence, engager les moyens ». L'Arabie saoudite, de son côté, s'est engagée en 2021 à atteindre l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre au plus tard en 2060. Le géant pétrolier saoudien Aramco, principale source de revenus du royaume, vise « zéro émission nette opérationnelle » en 2050, un objectif qui s'applique aux émissions directement produites par les sites industriels du groupe.

Développement des énergies vertes, mais poursuite des investissements dans les fossiles

Agnès Pannier-Runacher a quitté dimanche l'Arabie saoudite après avoir rencontré des responsables et hommes d'affaires français et saoudiens. La ministre a estimé que Ryad pouvait jouer « un rôle de leader » lors de la COP28, alors que les défenseurs de l'environnement se montrent très sceptiques à l'égard des ambitions environnementales de l'Arabie

saoudite et des autres pays du Golfe dont les économies dépendent grandement de l'exportation des hydrocarbures.

L'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis injectent des milliards d'euros dans les énergies vertes tout en appelant à plus d'investissements dans les énergies fossiles pour répondre à la demande mondiale croissante. Ce qui va à l'encontre des préconisations scientifiques du GIEC et des recommandations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), pourtant historiquement proche des milieux pétroliers, qui a appelé, en 2021, à stopper tout nouveau projet pétrolier ou gazier pour tenir la trajectoire de l'accord de Paris. Ces pays du Golfe assurent que le captage de CO2, grâce à des technologies pourtant très coûteuses et encore balbutiantes, leur permettra d'atteindre la neutralité carbone.

EDF entre dans la compétition pour un nouveau réacteur nucléaire

Agnès Pannier-Runacher a, par ailleurs, déclaré que la France était entrée dans la « compétition » en cours avec d'autres pays pour participer au « projet de réacteur nucléaire à forte puissance » en Arabie saoudite. Paris tient à « montrer les qualités de la filière nucléaire française pour répondre aux attentes de l'Arabie saoudite », a-t-elle fait valoir. Depuis plusieurs années, EDF peine à exporter son savoir-faire dans l'atome civil. Cela fait ainsi 15 ans que l'électricien est en négociations pour vendre la plus grande centrale nucléaire en Inde et qu'il fait face à des blocages. L'automne dernier, EDF s'est aussi fait écarter du marché polonais face à l'américain Westinghouse.

IRAK

Signature d'un contrat de 27 milliards de dollars avec TotalEnergies

L'Irak et TotalEnergies ont signé lundi un contrat longtemps retardé d'un montant de 27 milliards de dollars (24,64 milliards d'euros) pour augmenter la production énergétique du pays autour de quatre projets pétrolier, gazier et d'énergies renouvelables.

Le contrat avait été signé en 2021 avec un investissement initial de 10 milliards de dollars (9,13 milliards d'euros) pour 25 ans, mais avait été retardé après des désaccords entre politiciens irakiens sur les termes de l'accord.

Le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, a signé le contrat avec le ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani lors

d'une cérémonie à Bagdad, parlant de "jour historique".

L'accord s'est conclu en avril quand l'Irak a accepté de prendre une part moindre que demandée initialement à hauteur de 30%, TotalEnergies, prenant 45% des opérations et QatarEnergy les 25% restants.

TotalEnergies a annoncé le développement d'une centrale solaire pouvant produire 1GW d'électricité pour le réseau régional de Bassora, deuxième ville du pays, invitant le groupe saoudien ACWA Power à se joindre au projet.

EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le financement du commerce ne couvre que 25% des flux de marchandises

Le rapport souligne que la faible part du commerce soutenue par un financement s'explique en partie par le fait que de nombreux importateurs et exportateurs ont renoncé à demander des financements aux banques, en raison des exigences élevées en matière de garanties, des taux d'intérêt élevés et de rejets antérieurs.

Dans les quatre plus grandes économies de la CE-DEAO, à savoir le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal, le financement du commerce ne couvre que 25% des flux commerciaux de marchandises, selon un rapport publié en mai dernier par la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI).

Intitulé « Soutenir le financement du commerce pour l'expansion et la diversification du commerce international en Afrique de l'Ouest », le rapport se base sur les résultats d'une enquête réalisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Société financière internationale (SFI) auprès de l'ensemble de 78 banques opérant dans ces quatre pays nommés Cedeao-4.

Cette enquête a permis d'établir que la taille totale du marché du financement du commerce dans la Cedeao-4 en 2021 était de 42 milliards de dollars, ne soutenant que 25% des flux commerciaux de marchandises (168 milliards de dollars) de ces pays cette année-là.

Des écarts importants existent cependant entre les quatre pays. Au Ghana, le financement du commerce couvre 41% des flux commerciaux de marchandises contre 33% en Côte d'Ivoire, 21% au Nigeria et 15% au Sénégal.

Le taux de couverture du financement du commerce dans les quatre pays étudiés est ainsi bien inférieur à la moyenne continentale estimée à environ 40% et aux niveaux enregistrés dans les pays avancés, qui vont de 60

à 80%.

Les principales raisons de cette faible couverture ne sont pas seulement les taux élevés de rejet des demandes (21% du nombre des demandes et 25% pour leur valeur totale), mais aussi le fait que de nombreux importateurs et exportateurs ont renoncé à demander des financements aux banques, en raison notamment des exigences élevées en matière de garanties, des taux d'intérêt élevés (beaucoup plus élevés que la moyenne des marchés émergents) et de rejets antérieurs.

Un marché concentré sur les exportateurs et importateurs bien établis

Le rapport souligne que les banques sont quasiment les fournisseurs exclusifs du financement du commerce dans la Cedeao-4. Les dix plus grandes banques du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal représentent plus des deux tiers du marché du financement du commerce, bien que des petites banques consacrent une proportion plus élevée de leurs actifs à ce segment et reçoivent les deux tiers du total des demandes. Les effets d'échelle conduisent les plus grandes entreprises vers les plus grandes banques, qui mettent à disposition un plus grand réseau de relations de correspondants internationaux et peuvent accepter des valeurs de transactions plus importantes, en rapport avec la taille de leurs bilans. Ces effets d'auto-sélection ne favorisent pas les nouvelles entreprises, y compris les petites et moyennes entreprises (PME) opérant dans les nouveaux secteurs. Par conséquent, les marchés locaux de finance-

ment du commerce se concentrent uniquement sur les exportateurs et importateurs bien établis, utilisant des produits de financement du commerce traditionnels tels que les lettres de crédit pour les importateurs les plus importants et le financement pré-expédition pour les exportateurs de produits de base, comme le pétrole brut, le cacao et le caoutchouc. Les biens de consommation sont les produits les plus fréquemment soutenus, 90% des banques interrogées fournissant des financements à cette catégorie. Les biens d'équipement, du côté des importations, et les exportations de nouveaux produits dans les filières agro-alimentaires qui pourraient jouer un rôle dans l'intégration de la Cedeao-4 dans les chaînes de valeur régionales ou mondiales, reçoivent proportionnellement moins de soutien de la part des banques.

Des coûts nets d'emprunt allant de 6 % au Ghana à 17% au Nigeria

D'autre part, le coût du financement du commerce dans les quatre pays d'Afrique de l'Ouest étudiés est très élevé par rapport aux standards internationaux. Le coût net d'un emprunt pour une transaction commerciale (à savoir le taux net facturé au commerçant moins le taux directeur national) est estimé à 6% au Ghana, 9% en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et jusqu'à 17% au Nigeria. Les PME sont généralement confrontées à des coûts plus élevés que les grandes entreprises. Ces coûts vont jusqu'à deux fois le montant pour les crédits commerciaux ou des garanties à l'importation.

Fondation de droit français visant à favoriser la compréhension du développement économique international, la FERDI précise en se basant sur les données recueillies dans l'enquête menée par l'OMC et la SFI que la suppression des goulots d'étranglement au financement du commerce pourrait stimuler le commerce de marchandises de la Cedeao-4 de 8%, soit de 13 milliards de dollars par an, dans un scénario où l'offre de financement du commerce dans les quatre pays est portée au niveau de la moyenne du continent africain (de 25% à 40%), tandis que les coûts sont ramenés à des niveaux comparables à ceux des pays émergents.

Le fait de porter l'offre de financement du commerce aux niveaux enregistrés des pays avancés pourrait, quant à lui, augmenter les flux commerciaux des pays de la Cedeao-4 de 16%, soit 26 milliards de dollars par an.

Pour accroître l'offre de financement du commerce dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le rapport recommande d'intégrer plus fermement le financement du commerce dans la mise en œuvre de l'accord de libre-échange continental africain, de renforcer la mise à disposition des banques de davantage de données pour élargir l'éventail des entreprises pouvant accéder au financement ainsi que le recours à des formes alternatives de financement du commerce comme l'affacturage, les fonds de financement du commerce ou les plateformes électroniques de fonds de roulement qui sont actuellement embryonnaires dans la région.

RDC

La banque Equity BCDC conclut avec Proparco un accord portant sur l'octroi d'une garantie de 10,9 millions \$

Cet accord est le deuxième du genre signé entre Proparco et la filiale congolaise du groupe financier est-africain Equity. Il permettra à Equity BCDC d'accroître ses solutions de financement à l'endroit de sa clientèle estimée à 1,7 million à fin 2022, et de soutenir des PME.

Equity banque centrale du Congo (Equity BCDC), filiale détenue à 84,1 % par la holding de services financiers kényane Equity Group Holdings Plc a conclu mercredi 5 juillet avec Proparco, un accord de garantie libellé d'un montant de 10 millions d'euros (10,9 millions \$). Ce mécanisme de partage de risque permettra à la filiale congolaise d'Equity Group « d'accroître ses financements en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment celles détenues par des femmes et des jeunes », informe Proparco.

Cet accord est le deuxième du genre signé entre Proparco et Equity BCDC. En décembre 2021, cette filiale du groupe AFD en charge du financement du secteur privé dans les pays émergents s'était associée pour la première fois à Equity BCDC, à travers une garantie de portefeuille visant à soutenir des petites et moyennes entreprises (PME) affectées par la pandémie de Covid-19.

Equity BCDC, qui est la deuxième plus grande filiale bancaire du groupe Equity, a déclaré, au terme de l'année 2022, une augmentation de 50 % du nombre de ses clients. Ces derniers sont passés à 1,7 million, contre 1,2 million à fin 2021. La croissance du portefeuille de prêts de la banque a été de 53 % à fin 2022, et cette dernière a affiché un bénéfice avant impôts de 8,1 milliards de shillings kényans.

En RDC, où seulement 6 % de la population est bancarisée, Equity BCDC propose entre autres, des solutions de financement adaptées à l'endroit des femmes entrepreneurs et des populations rurales. Sa maison mère, Equity Group Holdings, est actuellement présente dans six pays d'Afrique de l'Est via des filiales bancaires. Le groupe ambitionne d'étendre sa présence à quinze pays africains d'ici 2025.

NIGER

Inauguration d'une centrale solaire de 30 MW près de Niamey

Le Niger a mis en place une politique nationale ambitieuse d'électrification. La Stratégie Nationale d'Accès à l'Électricité (SNAE) précise la programmation des investissements nécessaires pour atteindre l'objectif d'une couverture d'au moins 85 % de l'ensemble du territoire national d'ici 2035.

Le président nigérien Mohamed Bazoum a présidé le 5 juillet la cérémonie d'inauguration d'une centrale solaire d'une capacité de 30 MW à Gorou Banda, situé à quelques kilomètres de la capitale Niamey.

La construction de la centrale a été financée par L'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne (UE). Elle permettra d'alimenter 70 000 ménages soit environ 500 000 personnes à Niamey.

Présent à Niamey à l'occasion de l'inauguration, le Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la

Politique de sécurité, Josep Borrell, a déclaré : « Cette infrastructure que nous inaugurons aujourd'hui est un élément emblématique entre le Niger et l'Union européenne parce que produire l'électricité renouvelable est une nécessité pour le Niger, pour l'Afrique et pour le monde entier. »

Le Groupe AFD et l'Union européenne se sont positionnés comme les principaux bailleurs de fonds dans le domaine de l'énergie au Niger. Le secteur nigérien de l'électricité fait face à une crise majeure depuis plusieurs années, du fait d'un déficit structurel d'infrastructures électriques. Moins de 20 % de la population a accès à l'électricité dans un pays en outre, fortement dépendant des importations en provenance du Nigeria (77 %).

CAMEROUN

Le barrage de Nachtigal devrait être mis en eau le 18 juillet 2023

Cet ouvrage d'un coût total de 786 milliards FCFA dopera, une fois opérationnel, la contribution de l'hydroélectricité dans le mix énergétique camerounais, créant des économies en combustibles pour les centrales thermiques d'appoint.

Le barrage de Nachtigal en cours de construction dans la région Centre du Cameroun sera mis en eau (remplissage du réservoir) le 18 juillet 2023, selon Investir

au Cameroun. « L'eau entrera en contact avec les ouvrages pour la première fois. On verra alors la retenue se former » relate le média.

Cette opération constitue une étape importante avant la production par l'infrastructure de ses 60 premiers mégawatts d'électricité, prévus pour alimenter le réseau interconnecté Sud (RIS) dès décembre 2023. Les lignes de transport de l'énergie sont construites depuis septem-

bre 2021.

Selon la Nachtigal Hydro Power Company, les 6 autres turbines d'une capacité de 60 MW chacune seront installées progressivement d'ici 2024, année d'opérationnalisation complète du barrage d'une capacité totale de 420 MW. Ce dernier permettra alors d'augmenter de 30% les capacités électriques actuelles du Cameroun.

CHINE

La relance de l'économie contrariée par une demande atone

Les prix à la consommation en Chine sont restés stables en juin sur un an, tandis que les prix à la production ont continué de plonger, le reflet d'une demande atone qui complique un peu plus la reprise.

En Chine, on se bat contre la déflation. L'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation, s'est inscrit en juin à 0% sur un an, contre 0,2% un mois plus tôt, selon le Bureau national des statistiques (BNS). C'est moins que ce à quoi s'attendaient les analystes interrogés par l'agence Bloomberg (+0,2%). Ces chiffres alimentent les craintes d'une déflation - un recul des prix à la consommation - dans la deuxième économie mondiale. En effet, loin des hausses constatées dans les pays développés, les prix de l'alimentation en Chine ont légèrement reculé en un an (-0,5%) tout comme ceux des biens de consommation (-0,3%), tandis que ceux des services sont restés quasi-stables (+0,1%). Les prix à la production (les prix sortie d'usine) ont encore plongé davantage, signe d'une demande intérieure atone et de la baisse du coût des matières premières comme le

minerai de fer et le pétrole brut. L'indice PPI a ainsi chuté de 5,4% en juin selon le BNS, soit pour le neuvième mois consécutif. C'est plus qu'en mai (-4,6%) et davantage que les prévisions d'analystes sondés par Bloomberg (-5%). En mai, les exportations du géant asiatique se sont ainsi contractées de 7,5% sur un an et l'activité manufacturière a connu un repli pour le deuxième mois consécutif. L'activité dans les services en Chine a progressé en juin mais à l'un des rythmes les plus faibles de l'année. De plus, l'indice des directeurs d'achat (PMI), rendu public par le groupe de médias Caixin et S&P Global, s'est établi à 53,9 points le mois dernier, un ralentissement comparé aux 57,1 enregistrés en mai. Un nombre inférieur à 50 traduit une contraction de l'activité. Au-delà, il indique une expansion. Le chiffre de juin est le deuxième plus faible depuis janvier, mois qui

avait amorcé un retour progressif à la normale en Chine après trois ans de restrictions sanitaires contre le Covid. « La reprise en Chine manque d'un point d'appui pour compenser le manque de moteur sur le marché intérieur, une faible demande et un assombrissement des perspectives économiques » à l'international, relève l'économiste Wang Zhe pour Caixin. Pour relancer l'économie, des analystes préconisent une baisse de taux d'intérêt. Ce que s'est résolu à faire la banque centrale chinoise en baissant mi-juin le taux auquel elle fournit des liquidités à court terme aux banques commerciales de 2% à 1,9%. La Chine vise un objectif de croissance « d'environ 5% » cette année, l'un des plus faibles depuis des décennies. Le chiffre de la croissance au premier semestre sera connu le 17 juillet.

FRANCE

« Nous devons viser 80% de taux d'emploi » d'ici à 2027 (Bruno Le Maire)

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a déclaré samedi vouloir relever le taux d'emploi de 68%, aujourd'hui, à 80% en France d'ici à la fin du quinquennat, en 2027. Une nette hausse qui contribuerait selon lui à l'amélioration des finances publiques. « Nous devons augmenter le taux d'emploi du pays d'ici à 2027 », a indiqué Bruno Le Maire, en marge des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence. « Nous devons viser 80% de taux d'emploi d'ici les années qui viennent », a-t-il précisé, un taux que la France n'a pas connu « depuis un demi-siècle ».

Ce taux rapporte le nombre de personnes en emploi à la population en âge de travailler, et la France est moins bien placée que d'autres pays européens en la matière, comme l'Allemagne (78%) et les Pays-Bas (plus de 80%), selon le ministre.

« Si nous avions un taux d'emploi équivalent à celui de l'Allemagne, nous n'aurions plus de problème de déficit, notre dette se réduirait beaucoup plus rapidement et nous n'aurions globalement plus de problème de finances publiques », a-t-il souligné.

Pour y parvenir, le gouvernement table notamment sur sa réforme des retraites qui prévoit de relever progressivement l'âge de départ de 62 à 64 ans afin d'augmenter l'emploi des seniors notamment. Mais, ce report de l'âge légal de départ ne devrait pas modifier considérablement ce dernier. Car si le taux d'emploi des 55-64 ans a certes augmenté depuis la dernière réforme de 2010 repoussant l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, la situation est toujours

très défavorable pour les plus âgés. Dans une récente étude de la direction statistique du ministère du Travail (Dares), les chercheurs ont montré que le taux d'emploi des seniors après 60 ans (35%) décrochait bien plus nettement que le taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 59 ans (75%). En outre, le report de l'âge légal devrait faire bondir le nombre de chômeurs. L'Unédic a récemment évalué que la réforme paramétrique précitée avait fait bondir le nombre de personnes seniors inscrites et

indemnisées par Pôle emploi de 100.000 entre 2010 et 2022.

Personne n'est « inemployable »

Bruno Le Maire s'est aussi fixé l'objectif d'atteindre le plein emploi d'ici à 2027, soit un taux de chômage autour de 5% (contre 7,1% de la population active au premier trimestre de l'année 2023). Une ambition portée par France Travail qui sera dès le 1er janvier 2024 la seule porte d'entrée pour toutes les personnes en recherche d'emploi ou rencon-

trant des difficultés d'insertion, dont les bénéficiaires du RSA. Le projet de loi prévoit de rassembler dans un même réseau France Travail, les services en la matière de l'État, de Pôle emploi, des missions locales (jeunes), Cap emploi (handicapés), les collectivités territoriales, les organismes et associations d'insertion et les CAF. La clé de voûte du projet : personne n'est « inemployable », plaide le gouvernement.

GAZ :

Le groupe britannique de téléphonie BT annonce le départ de son patron

Le groupe de téléphonie britannique BT, en pleine restructuration et qui a récemment annoncé des suppressions d'emplois massives, a fait part lundi du prochain départ de son directeur général Philip Jansen. « Philip Jansen a informé le Conseil d'administration de son intention de quitter ses fonctions au moment qui sera opportun au cours des 12 prochains mois », a annoncé l'entreprise dans un communiqué, sans donner davantage de précisions sur les raisons du départ. Philip Jansen « évalue un certain nombre d'opportunités d'emploi aux États-Unis », selon la chaîne britannique Sky News. Le processus de succession est déjà en cours et l'entreprise prévoit de donner des précisions « sur les progrès réalisés au cours de l'été », précise son communiqué.

Le groupe de téléphonie britannique, qui avait déjà commencé à réduire ses coûts dans un contexte économique difficile, avait annoncé en mai qu'il allait supprimer jusqu'à 55.000 emplois d'ici 2030 - 42% des 130.000 personnes employées au total par le groupe. BT met déjà en œuvre depuis 2020 un plan de réduction de coûts de 3 milliards de livres. L'entreprise précisait en mai être en bonne voie « avec des économies brutes de 2,1 milliards de livres ». « Le conseil d'administration soutient pleinement » la stratégie de Philip Jansen et « bien que nous soyons encore dans les premières années de la transformation, nous sommes sur la bonne voie », a assuré Adam Crozier, président du conseil d'administration de BT, cité dans le communiqué. Le groupe a vu son chiffre d'affaires diminuer de 1% à 20,7 milliards de livres pour son exercice annuel achevé fin mars, malgré une hausse de 4% pour sa filiale Openreach, chargée de déployer la fibre au Royaume-Uni.

PAYS-BAS

Le Premier ministre Rutte face à un vote de défiance

Le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, fait face lundi à un vote de défiance au parlement, qui pourrait mettre fin à son mandat à la tête du pays, le plus long de l'histoire, trois jours après la chute de son gouvernement. Le gouvernement de coalition de Mark Rutte fera la transition jusqu'à la prochaine élection, ce qui peut prendre des mois dans un paysage politique néerlandais fragmenté. Toutefois, les partis d'opposition cherchent à se débarrasser de Mark Rutte immédiatement, indiquant qu'il a perdu leur confiance après sa gestion des négociations sur les politiques migratoires, qui ont mené à la chute de son gouvernement vendredi.

"Rutte a causé cette crise gouvernementale, nous

avons besoin de quelqu'un de nouveau pour éviter l'immobilisme et renouveler la confiance", a indiqué le leader du parti d'opposition le Labour, Attje Kuiken, à la télévision dimanche.

"Dans l'intérêt du pays, il devrait démissionner", a-t-il poursuivi.

La crise politique néerlandaise a éclaté après que le parti conservateur VVD de Mark Rutte a fait pression pour limiter le flux de demandeurs d'asile aux Pays-Bas, se heurtant à l'opposition de l'Union chrétienne et du parti libéral D66.

Mark Rutte, 56 ans, Premier ministre depuis 2010, est le plus ancien dirigeant européen en poste après le Hongrois, Viktor Orban, et avait partagé son ambition de viser un cinquième mandat lors des prochaines élections en novembre.

CHINE

Les prix à la production poursuivent leur déclin avec la faible demande

La déflation des prix à la production en Chine s'est accentuée en juin, à un rythme plus important qu'anticipé, tandis que les prix à la consommation sont restés stables, montrent des données officielles publiées lundi, dans un contexte d'essoufflement économique post-COVID qui a pesé sur la demande. D'après les données du Bureau national de la statistique (BNS), l'indice des prix à la pro-

duction a chuté en juin pour un neuvième mois consécutif, de 5,4% sur un an, après -4,6% en mai. Le consensus ressortait à -5,0%.

Les prix à la consommation sont restés stables en rythme annuel le mois dernier, contre une hausse de 0,2% en mai. Les analystes interrogés par Reuters anticipaient en moyenne une nouvelle progression de 0,2%.

Les Bourses européennes ouvrent en baisse

Les principales Bourses européennes évoluent sans grand changement en début de séance lundi, l'évolution de l'économie chinoise et la publication dans les prochains jours aux Etats-Unis de l'inflation et des résultats des banques incitant à la prudence. À Paris, le CAC 40 est stable à 7.111,82 points vers 07h42 GMT. À Londres, le FTSE 100 cède 0,09% et à Francfort, le Dax recule de 0,06%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,07%, le FTSEurofirst 300 de 0,33% et le Stoxx 600 de 0,12%. En Chine, les prix à la production (-5,4%) ont baissé à leur rythme le plus rapide depuis décembre 2015 tandis que les prix à la consommation sont restés stables dans un contexte d'essoufflement économique post-COVID qui a pesé sur la demande. Les places boursières chinoises ont toutefois fini en territoire positif, la faiblesse de l'économie chinoise faisant espérer aux investisseurs que Pékin mette en place des mesures de relance.

La semaine qui s'ouvre sera animée par la publication mercredi des chiffres des prix à la consommation aux Etats-Unis, qui pourraient alimenter les discussions sur la politique monétaire de la Réserve fédérale. Vendredi, les données sur l'emploi américain ont montré que la première économie mondiale a créé en juin le plus faible nombre de postes en deux ans et demi, mais aussi un niveau toujours élevé de la croissance des salaires. Les résultats de plusieurs grandes banques - JPMorgan, Citigroup et Wells Fargo - sont attendus en outre vendredi. "Le consensus s'attend à une baisse de 9% sur un an des bénéfices par action du S&P-500, en raison d'une croissance stable des ventes et d'une compression des marges", ont noté les analystes de Goldman Sachs.

Aux valeurs, Bayer gagne 1,6% après une information de presse selon laquelle le groupe allemand pourrait scinder sa filiale CropScience.

CAC40

En légère hausse avant une semaine chargée

Après avoir terminé vendredi en hausse de 0,4% à 7112 points, le CAC40 débute la semaine sur une légère hausse d'environ 0,3% dans un contexte de prudence avant de nombreux rendez-vous dans les prochains jours. Sur le front des statistiques, la semaine sera dominée par la parution de plusieurs indicateurs d'inflation aux Etats-Unis pour le mois de juin, à commencer par l'indice des prix à la consommation ce mercredi, puis ceux à la production et à l'importation. De ce côté-ci de l'Atlantique, sont attendus dans les prochains jours, notamment l'indice ZEW du sentiment économique en Allemagne, les chiffres de l'inflation allemande et française, ou encore

la production industrielle en zone euro. Le compte rendu de la BCE sur sa réunion de juin (jeudi) sera une autre publication intéressante, compte tenu de l'hypothèse, renforcée ces derniers temps, d'une hausse de taux directeurs en septembre, pointe aussi Deutsche Bank. Enfin, la semaine verra aussi le coup d'envoi de la saison des résultats trimestriels aux Etats-Unis, avec en particulier les publications de grands établissements financiers comme JP Morgan Chase et Citigroup, attendues vendredi. Du côté des valeurs, TotalEnergies et son partenaire azerbaïdjanais SOCAR annoncent la mise en production de la première

phase de développement du champ de gaz à condensats d'Absheron, situé en mer Caspienne, à environ 100 km au sud-est de Bakou. TotalEnergies a également annoncé la signature d'une série d'accords avec Sonatrach pour renforcer leur coopération dans la production de gaz naturel, la livraison de GNL à l'Europe, et le développement en Algérie des énergies renouvelables. Tout en maintenant sa recommandation 'conservateur', Stifel ajuste son objectif de cours de 1800 à 1820 euros sur Hermès, dans l'attente de la publication des résultats de la maison de luxe pour le premier semestre, le 28 juillet.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales encore sous la pression des taux d'intérêt

Les Bourses mondiales tournent autour de l'équilibre lundi, ne prolongeant pas leur timide rebond de vendredi face à des taux d'intérêt toujours proches des sommets annuels sur le marché obligataire. Après leur pire semaine depuis la mi-mars, les places financières européennes ont ouvert dans le rouge avant de remonter un peu: vers 07h10 GMT, Paris cédait 0,19%, Milan 0,21%, Londres et Francfort étaient stables.

En Asie, Hong Kong prenait 0,50% et Shanghai 0,20% dans les derniers échanges, après la visite de quatre jours de la secrétaire au Trésor Janet Yellen en Chine. A son issue dimanche, elle a affirmé que «les relations entre les Etats-Unis et la Chine ont désormais des bases plus solides». Sur le plan économique, la situation en Chine continue d'inquiéter: les prix à la consommation sont restés stables en juin sur un an, tandis que les prix à la production ont continué de plonger, le reflet d'une demande atone qui complique un peu plus la reprise, selon des chiffres officiels publiés lundi.

Regard vers les taux d'intérêts
«Les efforts de la Chine pour relancer l'économie et l'inflation

ne portent pas leurs fruits. C'est peut-être la raison pour laquelle les autorités chinoises ont choisi de relâcher la pression sur les géants de la technologie» estime Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank. Plusieurs amendes contre des grands groupes de la tech ont été données vendredi, laissant entrevoir la fin d'un tour de vis visant le secteur. La Bourse de Tokyo a reculé de 0,61%. Si peu d'indicateurs sont encore attendus lundi, l'agenda va monter en puissance avec mercredi l'inflation américaine (baromètre CPI) pour juin, puis les prix à la production jeudi. Les données définitives sur le rythme de la hausse des prix en zone euro sont aussi au programme cette semaine. Les investisseurs vont encore regarder le niveau des taux d'intérêt des Etats alors que plusieurs som-

mes annuels ont été établis au cours de la semaine passée. Le discours encore offensif des banquiers centraux contre l'inflation, avec la promesse de nouvelles hausses des taux directeurs, accentue encore cette tendance. Le taux à 10 ans de l'emprunt de l'Etat américain atteint 4,07% et celui pour la France 3,20%. Si les taux d'intérêt directeurs des banques centrales, qui ont une grande influence sur ceux des Etats, atteindront «bientôt» un sommet dans la zone euro, ils devront rester sur ce «haut plateau» le temps nécessaire au ralentissement de l'inflation, a encore déclaré dimanche le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau. Enfin, vendredi marquera le début de la saison des résultats d'entreprises avec les publications de plusieurs

grandes banques américaines.

Tencent lourdement sanctionné

Le régulateur a condamné vendredi en Chine à de lourdes amendes pour infractions Tencent, laissant toutefois entrevoir la fin d'un tour de vis visant la tech. Tencent Holding prenait 0,43% dans les derniers échanges à Hong Kong. Vendredi, la partie cotée aux Etats-Unis d'Alibaba avait bondi de 8% après la sanction contre sa filiale Ant Group. Sa holding cotée à Hong Kong gagnait 2,55% lundi. Du côté du pétrole et des devises, les prix reculent: le baril de Brent vaut 77,92 dollars (-0,70%) et celui du WTI 73,33 dollars (-0,72%). L'euro recule de 0,05% à 1,0961 dollar. Le bitcoin cède 0,26% à 30.120 dollars.

BOURSE ZURICH

Le SMI se réveille après un démarrage laborieux

La Bourse suisse rebondissait lundi matin, après avoir ouvert dans le rouge et affiché peu d'entrain en début de séance. Les investisseurs retenaient leur souffle avant le démarrage de la saison des résultats semestriels et se concentraient principalement sur les chiffres de l'inflation. Les prix à la consommation restent ainsi au centre des préoccupations, mais à des degrés divers. En Chine, l'inflation est restée stable en juin sur un an, tandis que les prix à la production ont continué de plonger, le reflet d'une demande atone qui complique un peu plus la reprise. "La stagnation des prix à la consommation dans l'Empire du Milieu nourrit à nouveau les craintes d'une vague déflationniste", ont souligné les analystes de CMC Markets dans un com-

mentaire, rappelant que l'inflation était à un plus bas depuis deux ans en Chine. De nombreuses données sur les prix à la consommation sont par ailleurs attendues cette semaine, notamment mardi en Allemagne, mercredi aux Etats-Unis et jeudi en France. Outre les données macroéconomiques, les résultats d'entreprises sont également attendus de pied ferme. Ipek Ozkardeska, analyste chez Swissquote, a en effet rappelé que la saison des résultats au 2e trimestre démarrait cette semaine aux Etats-Unis avec les chiffres des grandes banques JP Morgan, Wells Fargo et Citigroup attendus vendredi. En Suisse, il faudra patienter jusqu'à la semaine prochaine pour entrer dans le vif du sujet. A la Bourse suisse vers 10h37,

l'indice SMI montait de 0,37% à 10'914,91 points après avoir ouvert en baisse de 0,09%. Le SLI remontait aussi la pente, prenant 0,16% à 1710,75 points et le SPI progressait de 0,27% à 14'416,58 points. Le groupe des perdants était emmené par Schindler (-2,4%), suivi par SGS (-1,5%) et Straumann (-1,0%). Le fabricant d'ascenseurs et d'escaliers roulants était pénalisé par un abaissement de recommandation à "neutral", de "buy" précédemment, par les analystes de Goldman Sachs. L'objectif de cours a également été raboté. Citigroup a pour sa part abaissé l'objectif de cours du spécialiste genevois de l'inspection et de la certification. Les trois poids lourds étaient désormais tous dans le vert avec Roche (+0,2%), Novartis (+0,9%)

et Nestlé (+0,8%). Novartis se reprenait, après avoir été chahuté vendredi soir et avoir clôturé en forte baisse de 3,2%. Un tribunal américain a invalidé un brevet pour le médicament Entresto. La très rare actualité des entreprises se limitait au marché élargi, où Idorsia (+7,6%) progressait nettement. Le somnifère Quviviq du laboratoire rhénan est dès à présent remboursé par l'assurance maladie du géant étasunien de la santé CVS, couvrant quelque 20 millions de personnes. Rieter (+1,8%) montait aussi. Le groupe va empocher 96 millions de francs suisses grâce à la vente d'un terrain à Winterthour à la société immobilière Allreal (+0,5%).

Cours du : 10 Juillet 2023					
Valeur : 12 Juillet 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		135.3980	135.4130
1	EUR	EURO		147.9223	147.9793
1	GBP	POUND STERLING		173.3427	173.4063
100	JPY	JAPANESE YEN		95.0829	95.1134
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7138	18.7166
1	CHF	SWISS FRANC		151.9789	152.0128
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.9640	101.9830
1	DKK	DANISH KRONE		19.9003	19.9046
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.5021	12.5093
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8212	12.8262
1	AED	UAE DIRHAM		36.8610	36.8681
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.0917	36.0976
1	KWD	KUWAITI DINAR		440.6053	440.7975
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4706	43.9075
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8080	13.8095
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1756	28.3202
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.8324	3.8328
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.6547	180.6547

SMARTPHONE

Désactivez cette option pour économiser 6 à 11 % de batterie

Si vous n'êtes pas satisfait de l'autonomie de votre smartphone, une nouvelle étude pointe du doigt une fonctionnalité qui consomme beaucoup de batterie. La désactiver pourrait faire la différence à la fin de la journée.

Une étude d'Ookla, à qui appartient l'application Speedtest.net, a mené une étude sur l'impact des technologies réseaux 4G et 5G sur nos smartphones. Les conclusions qu'elle en tire sont très intéressantes.

La 5G pointée du doigt

La 5G offre des débits jusqu'à 100 fois supérieurs à ceux de la génération précédente, ainsi qu'une latence réduite et une capacité à connecter davantage d'appareils simultanément. Pour atteindre ces performances, la 5G utilise des fréquences plus élevées que la 4G, qui permettent de transmettre plus d'informations par seconde.

Ces fréquences ont aussi un inconvénient : elles se propagent moins loin et sont plus sensibles aux obstacles. Il faut donc multiplier les antennes pour couvrir le territoire et assurer une bonne qualité de service. Cela implique que les smartphones doivent constamment chercher le meilleur signal disponible, ce qui augmente leur consommation électrique. De plus, les fréquences utilisées par la 5G sont plus difficiles à capter par les antennes internes des téléphones, ce qui oblige les fabricants à intégrer des com-

posants supplémentaires pour les recevoir. Ces composants consomment, eux aussi, de l'énergie, ce qui réduit d'autant l'autonomie de la batterie.

Aujourd'hui, la technologie 5G fait l'objet d'une étude comparative avec la 4G pour mesurer l'impact que les deux technologies ont sur l'endurance des téléphones. Ookla a compilé les résultats dans un graphique qui montre combien consomment les SoC modernes en 4G et en 5G. La première conclusion est on ne peut plus claire : les personnes qui utilisent le réseau 5G sur leurs smartphones consomment entre 6 et 11 % de batterie supplémentaire, en fonction des puces qui équipent leur produit.

Un autre point mis avant concerne la puce la plus efficace du moment pour utiliser le réseau 5G : il s'agit du Snapdragon 8 Gen 2. Ce dernier équipe beaucoup de smartphones haut de gamme sous Android comme le Samsung Galaxy S23, le Xiaomi 13 Ultra ou encore le ZenFone 10, pour ne citer qu'eux. La puce de Qualcomm enregistre la plus faible consommation de batterie avec 31 % en 5G et 25 % en 4G-LTE.

Les SoC Tensor et Tensor G2 de Google qui équipent les Pixel 6 et Pixel 7 comptent parmi les plus mauvais élèves avec 11 % de

consommation supplémentaire si vous utilisez le nouveau réseau mobile 5G au lieu de la 4G.

Des puces qui consomment de moins en moins

Si vous souhaitez améliorer sensiblement l'autonomie de votre smartphone, du moins temporairement lorsque vous n'avez pas besoin de la 5G, rendez-vous dans les paramètres réseau de votre smartphone.

Heureusement, les nouveaux modèles de téléphones montrent de nettes améliorations en matière de consommation.

Comme le montre l'étude, les nouvelles générations de SoC sont bien plus efficaces en la matière que les précédentes. Que ce soit chez Qualcomm, MediaTek, Samsung ou Google, les gains d'efficacité sur la consommation de la batterie sont flagrants. Ainsi, la puce MediaTek Dimensity 9000 a enregistré une décharge de 45 % en 5G contre « seulement » 34 % en 4G.

Le dernier conseil que partage Ookla aux utilisateurs de smartphones qui utilisent la 5G et qui voient leur batterie fondre comme neige au soleil est tout simplement de changer de mobile.

À CE PRIX DE DINGUE

Le Xiaomi 11T devient le meilleur smartphone de l'été (-41%)

Lors d'une vente flash, Amazon propose le Xiaomi 11T avec une remise folle de -41%. C'est une occasion en or à ne pas rater pour les personnes qui voudraient s'en équiper au meilleur prix du moment. Si vous attendiez une bonne occasion pour vous procurer le Xiaomi 11T, votre patience va être récompensée. À moins d'une semaine du Prime Day, Amazon propose une offre exceptionnelle sur ce smartphone, faisant chuter son prix à seulement 329 euros au lieu de 556 euros, soit une remise de -41%. C'est une excellente nouvelle et une opportunité à ne pas manquer pour ceux qui souhaitent acquérir ce téléphone au prix le plus bas.

Cette offre spéciale vous permet de réaliser de belles économies par rapport au prix de base du smartphone. En plus d'obtenir la meilleure offre du marché, vous bénéficiez également de la livraison gratuite et rapide à l'adresse de votre choix. Attention tout de même, puisque comme indiqué sur la page de la promotion, il s'agit d'une vente flash. Ce qui signifie que ce deal sur ce Xiaomi 11T peut disparaître à tout moment. Il faut donc passer à l'action rapidement si vous voulez en profiter avant qu'il ne soit trop tard.

De plus, au cas où vous changeriez d'avis, Amazon vous accorde une période de 30 jours pour le retourner et obtenir un remboursement intégral. Ainsi, vous ne prenez aucun risque, si ce n'est celui de laisser passer une affaire de cette envergure. Enfin, le Xiaomi 11T est accompagné d'une garantie constructeur de 2 ans, la même que celle proposée sur le site officiel de la marque. Vous pouvez donc effectuer votre achat en toute tranquillité, sachant que vous bénéficiez d'une couverture complète en cas de problème.

Xiaomi 11T : un best-seller de la marque
Malgré le fait que le Xiaomi 11T soit sorti en France à la rentrée 2021, le smartphone

reste un excellent choix, même en 2023. Il s'agit là d'un appareil qui, grâce à l'offre Amazon en cours propose l'un des meilleurs rapport qualité-prix du marché. Si votre budget ne dépasse pas les 350 euros, alors ce modèle vous comblera à coup sûr. Pour en venir à ses caractéristiques techniques, le Xiaomi 11T arbore un écran AMOLED d'une diagonale de 6,67 pouces d'une définition Full HD+ (2400 x 1080 pixels). Ce dernier offre un taux de rafraîchissement de 120Hz en plus d'être doté de la technologie TrueColor, et est également compatible HDR, ce qui permet aux utilisateurs de redécouvrir la magie du cinéma depuis un smartphone. Sa luminosité de pointe de 1000 nits vous permettra de pouvoir l'utiliser dans les conditions les plus lumineuses, comme en temps ensoleillé par exemple.

Cette dalle est en mesure d'atteindre un taux d'échantillonnage tactile ultra élevé de 480Hz. C'est une nouvelle qui ravira les joueurs les plus assidus qui, pourront prendre une longueur d'avance dans les jeux et qui profiteront aussi d'une fluidité exemplaire lors du visionnage de leurs contenus multimédias. Le Xiaomi 11T brille aussi de par la qualité de ses photos et vidéos. Le terminal peut en effet compter sur un capteur principal de 108 MP, épaulé par un capteur de 8 MP et un autre de 5 MP. Les fans de selfies pourront s'en donner à cœur joie, notamment grâce à la présence d'un capteur de 16 MP. Très performant, le Xiaomi 11T n'en reste pas moins très endurant. Le smartphone embarque une batterie grande capacité de 5 000 mAh. De plus, l'appareil à l'avantage d'être compatible avec la recharge rapide 67W. Concrètement, il est en mesure de récupérer 100% de son autonomie en seulement 35 minutes. Le Xiaomi 11T embarque le processeur MediaTek 1200-Ultra, couplé à une mémoire RAM de 8 Go. Cette puce gravée en 6nm, offre de belles performances, et à l'avantage de prendre en charge le réseau 5G.

IOS 17

Comment l'iPhone nous a fait prendre conscience d'une vilaine habitude

La mise à jour iOS 17 embarque une nouvelle fonctionnalité indispensable pour prendre soin de votre santé. Cette option permet d'éviter que l'écran de l'iPhone n'abîme vos yeux. On vous explique comment ça marche et comment l'activer.

Lors de la WWDC 2023, Apple a levé le voile sur une série de nouvelles mises à jour pour ses systèmes d'exploitation. Cette année, le groupe s'est contenté d'améliorations timides du côté d'iOS. Très concentré sur le lancement de son premier ordinateur spatial, le fameux Vision Pro, Apple n'a pas inclus énormément de nouvelles fonctionnalités dans iOS 17.

Une nouveauté a néanmoins retenu notre attention après quelques jours d'utilisation. Il s'agit de l'option avertissant l'utilisateur qu'il tient son iPhone trop près de son visage. Cette fonctionnalité vise à éviter la fatigue oculaire, qui survient lorsqu'on regarde un écran à une faible distance pendant une longue période. Pour déterminer la distance d'un écran aux yeux d'un utilisateur, Apple s'appuie sur la caméra TrueDepth, indispensable au fonctionnement de Face ID. Celle-ci projette des points lumineux sur votre visage pour évaluer la distance. De la même manière, elle scanne votre faciès lors du déverrouillage de l'appareil. La firme a fixé la limite à 12 pouces, soit 30 centimètres.

Les dégâts de la lumière bleue

Peu après avoir installé la première bêta, nous nous sommes mis à recevoir régulièrement cette alerte, indiquant que « l'iPhone est trop proche. Le fait de garder votre iPhone à bonne distance peut protéger votre vue ».

D'après notre expérience, il faut une poignée de minutes pour que l'avertissement apparaisse. Dans la plupart des cas, nous consultons notre iPhone allongé dans notre lit, au réveil ou avant de nous endormir. Les yeux embués de sommeil, nous avons tendance à approcher exagérément l'écran tactile pour mieux distinguer nos applications. C'est évidemment néfaste pour nos globes oculaires, qui fatigueront plus vite. Des symptômes comme des maux de tête et des douleurs cervicales peuvent alors apparaître sporadiquement.

D'après Apple, les enfants qui regardent un écran de trop près risquent même de « développer une myopie ». En clair, les plus jeunes auront du mal à percevoir les éléments situés au loin. Ce trouble de la vue se déclare durant l'enfance, ou au plus tard, au début de l'adolescence, et touche un quart de la population.

Les experts nuancent le constat posé par le géant de Cupertino concernant les dangers des écrans. D'après les médecins de l'hôpital ophtalmique Jules-Gonin, en Suisse, le cristallin des enfants, encore très transparent, filtre mal la lumière bleue. Cette lumière, émise par les écrans, est susceptible de provoquer de la fatigue, des migraines, une sécheresse oculaire, des troubles de la concentration et peut perturber le sommeil. La lumière peut aussi générer des lésions à la rétine, mais à ce stade, nous « ne savons pas encore s'il y a un lien direct entre la myopie et la lumière bleue », explique la docteure Lara Tran.

En miroir d'Apple, les ophtalmologues recommandent néanmoins de ne pas consulter son smartphone en le tenant à moins de 30 centimètres de son visage. Cette précaution permet de réduire la fatigue de vos yeux et les effets secondaires de la lumière bleue.

"UN PIÈGE"

Il faut supprimer Instagram pour supprimer Threads

Le nouveau réseau social de Meta a une condition d'utilisation stricte qui ne passe pas inaperçue. Pour supprimer totalement la data de votre compte Threads, il faut aussi supprimer votre compte Instagram. La communauté Twitter crie au scandale et y voit un piège, pour les plus de 30 millions d'utilisateurs qui ont créé un compte sur la plateforme ces dernières 24 heures.

Ceux qui ont voulu essayer vont devoir se résigner à y rester. Threads, le nouveau réseau social de Meta et copie conforme de Twitter, ne veut pas que vous partiez si vite, même si l'expérience ne vous a pas plus. Dans ses conditions d'utilisations, un point dénote. Il concerne le processus pour supprimer entièrement son compte Threads des serveurs de Meta, y compris les données telles que les publications et vos informations personnelles. Pour pouvoir partir et ne laisser aucune trace, il faut aussi supprimer son compte Instagram. Purement et simplement.

Le problème est tempéré par l'équipe de communication du groupe de Facebook qui souhaite montrer que des alternatives sont possibles pour ne pas arriver au point de devoir supprimer son compte Instagram. En effet, il est possible de supprimer manuellement les publications, désactiver son compte et ne plus apparaître sur la plateforme, ou encore passer en profil privé pour plus de confidentialité. Mais aucune de ces possibilités ne permet bel et bien de quitter la plateforme et supprimer son compte Threads, sans supprimer son compte Instagram.

« Nous ne pouvons pas supprimer notre compte Threads sans supprimer notre Instagram ? Ils savaient que les gens détesteraient instantanément, alors ils ont mis en place un piège », s'exprimait une internaute sur Twitter. « Le fait qu'il faille supprimer son compte Instagram pour effacer le profil et les données de Threads suffit pour m'inciter à ne pas télécharger l'application », ajoutait un autre.

★	ACTE FISCAL	BOURRE	FUTROI DE JUDA	ARRIVA	OBSTRUÉE	DEMEURA	DONC CONNU	SOUS BONNE GARDE	FAÇON DE PAYER
CROISER	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
TELE UNE ODEUR DE PIN									
PROCHES RELATIONS							COMITÉ CENTRAL	▶	
PETITE NOTE			PETITE LAINE	▶			▼		
PERSONNEL RÉFLECHI			CONCEPTUELLE	▼	CHÉRIT	▶			
LOCUTION ADVERBIALE					GREFFÉE	▼			ELLE RESTE À PROUVER
MARQUÉ D'UNE ENTAILLE						LANCEMENT	▶		▼
SUPPORT DE TABLE						PLI DU CORPS	▼	PAS RECONNU	
PETIT CHATON					BRÛLANT	▶		▼	
RÉGION DE FRANCE					SYMBOLE DE L'ARGENT	▼			
SÉPARÉE DE SA MÈRE				COUP DE FROID	▶				

NOUVELLE PEUGEOT 208 RESTYLÉE (2023)

ières photos et infos officielles !

Design revu, nouvelles technologies, gamme de motorisations enrichie, variante 100% électrique avec une puissance et une autonomie revues à la hausse : la Peugeot 208 se dévoile sous son nouveau restylage.



Comme l'Auto-Journal vous en parlait dès septembre, la Peugeot 208 aborde un nouveau chapitre de sa longue histoire en 2023 avec un restylage de mi-carrière pour sa génération actuelle.

Depuis sa présentation en 2019, la citadine n'a cessé de marcher dans les traces de ses prédécesseurs avec près de 1 000 000 exemplaires vendus dans le monde. En 2021 et 2022, la 208 fut même la voiture la plus vendue en Europe (et en France), tous segments confondus. Un succès qui repose notamment sur celui de la E-208, devenue en 2022 la voiture électrique la plus vendue en Europe sur le segment B. En France, elle fut même l'an passé la voiture électrique la plus vendue, tous segments confondus.

La gamme de la 208 s'articulera autour de trois versions – Allure, Active et GT – et de six motorisations, dont la nouvelle 100 % électrique de 115 kW/156 ch qui offre 400 km d'autonomie (cycle mixte WLTP) et les inédites Hybrid 100 et Hybrid 136.

Une face avant qui évolue

Introduite d'abord sur les nouvelles 508 et 508 SW, puis sur le 2008, la signature lumineuse de Peugeot, et ses trois griffes lumineuses verticales, arrive sur la nouvelle e-208. Elles sont

prises en valeur par leur intégration dans les inserts noir brillant du bouclier. La face avant évolue aussi, pour mieux symboliser l'électrification grandissante de la gamme, avec une trame évolutive de couleur caisse qui la fonde littéralement dans le volume général du pare-chocs.

À l'arrière, la signature lumineuse arrière de la marque conserve ses trois griffes, mais elles sont désormais horizontales. Sur la version GT, les feux de recul et les clignotants sont également à LED.

La nouvelle e-208 est disponible en sept couleurs de carrosserie : Jaune Agueda, Gris Selinium, Gris Artense, Noir Perla, Blanc Banquise, Rouge Elixir et Bleu Vertigo.

La citadine reçoit plusieurs types de jantes en alliage, toutes inédites, en taille 16 pouces (jante Noma diamantée biton) ou 17 pouces (jante Yanaka diamantée biton avec inserts). Toutes les jantes sont dotées d'un centre de roue à 4 branches.

I-cockpit et écrans plus grands

La nouvelle génération de l'i-Cockpit est naturellement de la partie dans l'habitacle de la 208 restylée. Le combiné d'instruments, et sa dalle numérique de 10 pouces, bénéficie d'un nouveau design et, sur la version GT, d'un affichage 3D en série. Sur l'Active, le combiné

d'instruments analogique dispose d'un écran couleur 3,5".

Le grand écran central tactile de 10 pouces est généralisé en série sur toutes les nouvelles 208, alors qu'auparavant les deux premiers niveaux de finition étaient dotés d'un écran de 7 pouces. De quoi mieux commander la dernière génération des systèmes d'info-divertissement i-Connect et i-Connect Advanced. Le volant compact accueille les commandes du système multimédia (audio, téléphone) ainsi que le volume et la commande vocale. On note aussi un nouveau pommeau de levier de vitesses pour commander la transmission manuelle à six rapports.

Jusqu'à 400 km d'autonomie

L'autre grande nouveauté dans ce restylage concerne aussi l'e-208. La citadine gagne en puissance et en autonomie avec une nouvelle motorisation de 115 kW/156 ch, associée à une batterie de 51 kWh, offrant 400 km de roulement en zéro émissions (cycle WLTP).

Deux types de chargeurs embarqués sont disponibles : de série, un chargeur monophasé de 7,4 kW et, en option, un chargeur triphasé de 11 kW.

MERCEDES CLE COUPÉ (2024)

Le remplaçant des classe c et e se dévoile

Mercedes-Benz lève le voile sur son tout nouveau Mercedes-Benz CLE Coupé, le remplaçant des Classe C et E.

Sur le plan du design, le style du nouveau CLE Coupé penche vers la Classe E Coupé. Avec une longueur de 4,85 mètres, le CLE est 16 centimètres plus long que la Classe C Coupé et gagne même 1,5 centimètre par rapport à l'ancienne Classe E Coupé.

L'empattement est de 2,85 mètres – 8 mm de moins que la E, mais 25 mm de plus que la C. Le constructeur promet pour le CLE Coupé « nettement plus d'espace que dans la Classe C Coupé », surtout pour les passagers arrière. Le coffre s'agrandit aussi de 60 litres. Visuellement, la voiture reprend beaucoup à l'ancienne Classe E Coupé. En vue latérale, on remarque toutefois une accentuation plus mar-

quée de la partie arrière.

On note aussi un capot moteur plat, un petit porte-à-faux à l'avant, un porte-à-faux plus important à l'arrière, un épaulement plus large et un bandeau de feux avec des feux arrière à LED (de série).

La voiture est montée sur des jantes de 18 pouces (Avantgarde Line) et de 19 pouces de série (AMG Line).

Jusqu'à 381 ch sous le capot

Sous le capot, on retrouve le six cylindres turbo de 3,0 litres du CLE 450. Celui-ci développera 381 ch et 500 Nm de couple. Sa gamme se complète de deux moteurs essence quatre cylindres de 2,0 litres, développant 204 et 258 ch, ainsi qu'un diesel quatre cylindres de 2,0 litres de 197 ch.

Tous les groupes disposent de la technologie mild hybrid 48 volts avec alternodémarréur intégré. Grâce à la nouvelle batterie, la puissance du moteur électrique passe à 17 kW et 200 Nm. La boîte automatique à 9 vitesses est également de série sur toutes les motorisations, tout comme la transmission intégrale sur les deux modèles les plus puissants, et en option sur le 200.

Un châssis adaptatif

La CLE dispose de la base de la Classe C et de la Classe E avec un essieu à quatre bras à l'avant et un concept de direction spatiale avec un essieu à cinq bras à l'arrière. Le train de roulement confort est de série, mais il est surbaissé de 15 mm par rapport aux berlines comparables. L'option 1 est le châssis sport

avec système d'amortissement sélectif en amplitude.

Un réglage plus ferme des ressorts et des amortisseurs ainsi qu'une direction directe sport doivent assurer une maniabilité plus directe et moins de roulis dans les virages.

Un châssis adaptatif avec direction de l'essieu arrière est inclus (pack technique). Sur le CLE, un angle de braquage maximal de 2,5 degrés permet de réduire le rayon de braquage de 50 centimètres.

Le cockpit ressemble comme deux gouttes d'eau à celui de l'actuelle Classe C, y compris le tableau de bord de 12,3 pouces et l'écran d'infodivertissement vertical de 11,9 pouces.

Les dernières générations de l'architecture électrique et du système.

CONDUIRE SOUS LA CHALEUR Quels bons conseils garder en tête ?

La chaleur influence directement sur notre état d'esprit, notre état physique et nos comportements. Il convient dès lors de faire attention lorsqu'on conduit une voiture sous de fortes températures en été. Les températures élevées et le ciel sans nuages sont des conditions idéales pour les vacances, mais lorsque vous voyagez en voiture, cela peut être un défi pour de nombreux conducteurs.

La climatisation dans la voiture améliore considérablement le confort de conduite, mais en règle générale, nous ne restons pas tout le temps dans des endroits frais et la chaleur nuit à notre bien-être.

Irritation, tendance aux manœuvres risquées et nerveuses, de tels comportements peuvent apparaître chez un conducteur fatigué par une chaleur extrême.

Si possible, gardez-vous dans des garages ou des zones couvertes et ombragées. Dans l'habitacle d'une voiture garée au soleil par une chaude journée d'été, la température monte extrêmement vite et la transforme en four.

Laisser une fenêtre entrouverte dans la voiture a peu d'effet sur l'inhibition de ce processus. Lorsque nous montons dans un véhicule qui a été garé au soleil, cela vaut la peine d'ouvrir toutes les fenêtres et d'aérer l'intérieur, puis de les fermer et d'attendre un instant les effets de la climatisation.

Cela est bien plus efficace et moins énergivore que de laisser tout le travail à la climatisation.

La température optimale à l'intérieur de la voiture se situe entre 20 et 22°C, mais par temps chaud, elle peut être augmentée afin que la différence de température entre l'air extérieur et l'intérieur de la voiture ne soit pas trop importante.

Une trop grande différence de température peut provoquer des rhumes et des maux de gorge.

Si vous avez un véhicule sans climatisation, mieux vaut envisager des arrêts plus fréquents pour se rafraîchir un peu. Il est également crucial de garder les vitres entrouvertes pendant la conduite pour assurer un flux d'air constant dans l'habitacle.

La fatigue due à la chaleur n'est pas très différente de la privation de sommeil. Elle a un effet négatif sur la vitesse de réaction et peut provoquer une nervosité inadaptée à la situation.

Quelle que soit la source d'irritation, le conducteur doit se rappeler que son comportement est important pour sa sécurité non seulement, mais également pour celle des passagers et des autres usagers de la route.

Par exemple, il peut être judicieux d'attendre pour effectuer un dépassement sur une route à voie unique si nous ne sommes pas complètement sûrs que nous effectuerons la manœuvre en toute sécurité.

La croissance économique devrait s'accroître en 2023, à 7%

Les économies des pays ayant en commun l'usage du franc CFA ont fait preuve de résilience en 2022, en dépit des chocs auxquels elles ont été confrontées. Leur rythme de croissance devrait s'accroître cette année. L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait enregistrer une croissance économique de 7% en 2023, contre 5,9% en 2022, selon un communiqué publié à l'issue de la session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement du bloc régional tenue samedi 8 juillet à Bissau. « Abordant l'évolution récente de la situation économique et financière de l'Union et les perspectives, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement se félicite de la résilience des économies de la zone dont le taux de croissance économique est prévu à 7% en 2023, après 5,9% en 2022, malgré les chocs enregistrés sur le plan international et au sein de l'espace communautaire », souligne le communiqué.



EGYPTE

Quatre nouvelles entreprises sont annoncées sur la Bourse du Caire

Deux spécialistes de la manutention portuaire rejoindront le marché principal, pendant que deux entreprises privées feront leur entrée sur le compartiment dédié aux PME. L'objectif est de dynamiser le marché boursier et de renforcer le poids du secteur privé dans l'économie.

Quatre nouvelles entreprises rejoindront le marché principal et le compartiment réservé aux petites et moyennes entreprises (PME) de la Bourse du Caire, a annoncé le président de l'Egyptian Exchange, Rami El Dokany, dimanche 9 juillet.

S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. El Dokany a précisé que deux entreprises publiques devraient rejoindre la cote, en l'occurrence les spécialistes de la manutention portuaire Damietta Container & Cargo Handling et Port Said Container & Cargo Handling.

Deux entreprises privées rejoindront, quant à elles, le compartiment dédié aux PME. Il s'agit de Fitness Prime, un opérateur de centres de remise en forme et des salles de sport, et de DIGITIZE for Investment and Technology, une société spécialisée dans les solutions technologiques et la transformation numérique.

A fin 2022, l'Egyptian Exchange comptait 218 entreprises cotées sur le marché principal pour une capitalisation de plus de 31 milliards de dollars. Le gouvernement égyptien avait annoncé, en février, la cession de participations de l'Etat dans 32 sociétés d'Etat d'ici mars 2024 en vue de mobiliser des ressources budgétaires et de relancer une économie mise à mal par une succession de chocs externes. La cession de ces participations devrait prendre la forme d'introductions en bourse, de ventes en bloc à des investisseurs stratégiques ou d'une combinaison de ces deux modes. Le désengagement progressif de l'Etat du secteur productif, au profit des investisseurs privés locaux et étrangers, vise à porter la contribution du secteur privé à l'économie à 65 % en 2025, contre 30 % en 2021.

Le renforcement du poids du secteur privé figure dans le programme de réformes soumis par le gouvernement égyptien au Fonds monétaire international (FMI) en contrepartie d'un plan d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois, approuvé par l'institution financière multilatérale en décembre 2022.

FEUX DE FORÊTS :

Le ministère de l'Agriculture évoque « une mobilisation générale »

À la vue des conditions climatiques que traverse le pays actuellement, marquées par une vague de chaleur, le ministère de l'Agriculture a fait état, dans un communiqué rendu public, « de la mobilisation générale sur le terrain » dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts. Le même département ministériel affirme également, dans le même contexte, « avoir relevé le niveau d'alerte et de vigilance ». Il s'agit aussi du renforcement des patrouilles mixtes des agents forestiers et des éléments de la Protection Civile. « Dans le cadre du plan national pour la lutte contre les in-



cendies et vu la grande vague de chaleur qui affecte la majorité des wilayas du pays en plus du signalement de cer-

tains comportements dangereux et irresponsables, le ministère de l'Agriculture annonce une mobilisation gé-

nérale et la hausse du niveau de vigilance durant toutes les journées de la semaine 24h/24h » précise le ministère dans son communiqué. Le ministère de l'Agriculture rappelle par ailleurs, l'interdiction des barbecues et le gel de la production du charbon au niveau des forêts. Notons à ce propos, que la Direction générale des Forêts compte 387 tours de contrôle, 544 brigades mobiles, 748 ateliers de travail avec 8.294 agents mobilisables en cas d'extrême urgence, équipés des moyens nécessaires.

D'ICI 2030

24 banques centrales devraient avoir lancé une version numérique de leur monnaie

Jusqu'à présent, seules quatre banques centrales ont franchi le pas, avec un succès parfois mitigé. D'ici 2030, quelque 24 banques centrales devraient avoir lancé une version numérique de leur monnaie, selon une enquête de la banque des règlements internationaux (BRI) publiée lundi. Quinze des projets pourraient être des monnaies de banques centrales destinées à un large public et neuf des versions dites « de gros », c'est-à-dire destinées aux transactions entre les banques centrales et institutions financières, selon cette enquête de la BRI. Depuis six ans, cette institution considérée comme la banque centrale des banques centrales réalise une enquête annuelle pour mesurer les progrès des banques centrales sur cette évolution technologique de la monnaie face à l'essor des cryptomonnaies. D'après cette enquête réalisée fin 2022 auprès de 86 banques centrales, 18% d'entre elles envisagent désormais de lancer une version

numérique de leur monnaie pour le grand public au cours des trois prochaines années, contre 15% l'an passé.

Jusqu'à présent, seules quatre banques centrales ont franchi le pas, avec un succès parfois mitigé. Il s'agit des Bahamas, des Caraïbes orientales, de la Jamaïque et du Nigeria. Fin 2022, près de 93% des banques centrales ont engagé des travaux et plus de la moitié sont en train de mener des expérimentations concrètes ou de travailler sur des projets pilotes, selon cette enquête.

Des versions numériques «qui vont coexister avec les autres méthodes» Ces versions numériques de monnaies de banques centrales viendront «compléter et coexister avec les autres méthodes domestiques de paiement», juge la BRI. Ces progrès des banques centrales interviennent sur fond de fortes secousses depuis un an sur les cryptomonnaies privées, entre l'effondrement de la cryptomonnaie Terra et la faillite de la plateforme améri-

caine FTX.

Dans son enquête, la BRI note cependant qu'une «divergence claire» est en train d'émerger entre les banques centrales. Si certaines se montrent plus susceptibles de lancer une version numérique de leur monnaie d'ici trois ans, la part de celles qui jugent peu probable d'en lancer une dans un avenir proche s'est également accrue.

En Suisse, où est basée la BRI, la banque centrale a déjà mené plusieurs études, dont une en partenariat avec la Banque de France pour tester les règlements transfrontaliers de gros en euros et en francs suisses. Fin juin, la Commission européenne a de son côté présenté un cadre législatif pour un futur euro numérique, alors que la Banque centrale européenne (BCE) a entamé il y a deux ans une phase d'étude pour fournir ses pièces et billets sous forme électronique à partir de 2027 ou 2028.

ÉTATS-UNIS

La Fed veut renforcer les liquidités des principales banques

La Réserve fédérale (Fed) veut renforcer les capacités des principales banques américaines à résister face aux crises à venir, a assuré lundi le vice-président en charge de la régulation, Michael Barr, dans une intervention à Washington où il a dévoilé une série de propositions. Parmi les plus importantes, qui concerneront les banques disposant de 100 milliards de dollars d'actifs, se trouve la volonté de renforcer la capitalisation des établissements, en instituant un plancher de liquidités de 2% afin de faire face aux chocs à venir. «Je vais recommander que les règles renforcées de liquidités disponibles concernent les banques de 100 milliards de dollars d'actifs ou plus. (...) Cela implique que plus d'établissements seront concernés que dans le cadre actuel, qui ne s'applique qu'aux banques ayant 700 milliards de dollars d'actifs» a détaillé Michael Barr. «Notre expérience montre que même une banque de cette taille peut provoquer des tensions qui peuvent s'étendre à d'autres établissements et remettre en questions la stabilité financière», a justifié le vice-président de la Fed, rappelant que l'absence de liquidités est l'une des causes ayant entraîné la chute de la Silicon Valley Bank (SVB), en début d'année. Banque régionale spécialisée dans les dépôts des entreprises du secteur de la tech, SVB avait été mise en difficulté en mars dernier par la hausse des taux de la Fed, qui avait entraîné une dévalorisation d'une partie de ses actifs alors qu'elle devait faire face à une sortie massive de capitaux. Sa chute a entraîné plusieurs semaines de tensions dans le secteur financier américain et la chute d'autres établissements régionaux, parmi lesquels Signature et First Republic. La Fed ainsi que le département du Trésor ont depuis cherché à rassurer les marchés, soulignant tous les deux que le secteur financier américain était «solide et résilient». Mais les difficultés du secteur ont amené les régulateurs à revoir leurs règles de supervision et de



contrôle afin d'éviter une future crise.

L'autre mesure principale proposée est l'augmentation de la dette à long terme des établissements bancaires, qui doit permettre «d'améliorer la capacité d'une banque à faire face aux difficultés car la dette à long terme peut être convertie en capitaux propres et ainsi être utilisée pour absorber les pertes» éventuelles, a souligné Michael Barr. Le vice-président de la Fed propose enfin de revoir les conditions des tests de tension (stress tests), qui permettent de vérifier régulièrement la capacité du secteur à résister à différents scénarios de crises.